

MONEY EXPERT

LE MAGAZINE FINANCIER POUR LES INVESTISSEURS
DE DEUTSCHE BANK – AUTOMNE 2016

Taux négatifs :
nos solutions pour
éviter la déprime

Secteur bancaire :
des stress tests
rassurants



Deutsche Bank renforce son approche digitale

La technologie au service du client

Deutsche Bank





SE RECENTRER SUR L'ESSENTIEL

Le secteur bancaire a de nouveau occupé les unes des journaux cet été. Principal sujet d'actualité : les 'stress tests', ces exercices menés par l'Autorité bancaire européenne (EBA) pour mettre à l'épreuve la solidité des établissements financiers en cas de nouvelles secousses sur les marchés. Cette démarche a pour but de protéger les épargnants, comme ce fut déjà le cas avec la *EU Bank Recovery and Resolution Directive* (BBRD) ou avec les exigences revues à la hausse en matière de solvabilité et de liquidités.

Quels enseignements peut-on tirer de ces tests ? D'une part, les simulations ont montré que le secteur européen dans son ensemble est désormais plus robuste qu'auparavant. C'est une excellente nouvelle pour l'économie européenne. D'autre part, malgré des critères plus stricts, Deutsche Bank ainsi que les grandes banques actives en Belgique ont amélioré leurs résultats par rapport aux premiers exercices similaires menés en 2014, affichant ainsi une solidité renforcée.

Voilà de quoi rassurer les épargnants et les investisseurs qui ont pris l'habitude – bien légitime – de sonder la robustesse des enseignes auxquelles ils confient leur argent. Vous pouvez dès lors vous concentrer sur l'essentiel : profiter des conseils personnalisés de nos experts, choisir parmi une large gamme de solutions financières adaptées à vos objectifs, bénéficier de tarifs avantageux grâce à la suppression des frais inutiles.

En outre, votre relation avec Deutsche Bank va progressivement s'enrichir grâce au développement de nos services en ligne dans lesquels nous investissons massivement. C'est une toute nouvelle expérience de Deutsche Bank qui va s'ouvrir à vous. Notre présence en ligne ne se renforcera toutefois pas au détriment de nos conseils en agence : nous avons également élargi les plages horaires au cours desquelles nos conseillers vous reçoivent et vous guident dans la réalisation de vos projets de vie. Combiner la réactivité des conseils en ligne avec la personnalisation de nos contacts en agence, tel sera l'un des défis auxquels nous consacrerons toute notre énergie au cours des prochains mois.

Au vu de ces développements récents, nul doute que vous avez fait le bon choix en optant pour Deutsche Bank. La lecture de ce nouveau numéro de Money Expert devrait vous conforter dans votre décision.

Bonne lecture.

Alain Moreau

Alain Moreau
Président

06 Actualité: que se passe-t-il sur les marchés ?



18 Taux négatifs: comment éviter la déprime ?



Actualité

- 05** **Quoi de neuf ?**
Pour les conseils financiers, nous étendons nos heures d'ouverture et vous recevons aussi le samedi.
- 06** **Perspectives économiques**
La croissance s'accéléra en 2017, mais toujours en mettant le frein à main.
- 10** **Tendances d'investissement**
Nous recommandons une approche plus défensive pour votre portefeuille.
- 13** **Secteur bancaire**
Deutsche Bank sort renforcée des stress-tests.
- 18** **Taux bas**
Le dilemme du long terme pour les investisseurs.

13 Secteur bancaire: des stress tests rassurants



20 Sur le chemin du digital



26 Produits structurés



36 L'équipe Advisory Portfolio Management



Solutions

- 20 Dossier digital
Deutsche Bank renforce son approche digitale.
- 26 Produits structurés
Comment obtenir du rendement en période de faibles taux ?
- 29 Fidelity Funds –
Global Multi Asset Income Fund
Focus sur un revenu régulier potentiel, via des dividendes et des coupons.

Expertise

- 32 Seconde résidence
Comment passer du rêve à la réalité ?
- 40 Droits de donation
Donner tout en gardant le contrôle, c'est parfaitement possible.

Focus

- 36 L'équipe Advisory
Portfolio Management
Un copilote pour vos placements.

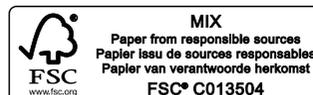
- 44 Success story:
I-Movix
Un acteur mondial dans un secteur en forte croissance: les super ralentis TV.

Infos produits

- 47 Fiches techniques

Colophon

Money Expert est un périodique d'information financière publié par Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, 60325 Frankfurt am Main, Germany, HR/RC Frankfurt am Main/ Francfort-sur-le-Main HRB nr. 30000. Deutsche Bank AG Bijkantoor Brussel/Succursale de Bruxelles, avenue Marnixlaan 13-15, 1000 Brussel/Bruxelles, Belgique/Belgique, RPR/RPM Brussel/Bruxelles, BTW/TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-L0HOD-14. Concept et mise en page : www.jaja.be. Illustration : Gudrun Makelberge. Photographie : Dries Luyten, Shutterstock, iStock, Getty Images. L'information qu'il contient ne constitue en aucun cas un conseil en investissement. Le contenu du magazine est basé sur la législation (fiscale) en vigueur au moment de la rédaction du magazine, qui peut être modifiée à tout moment par le législateur. L'information contenue dans ce périodique est recueillie aux meilleures sources mais n'engage pas la responsabilité de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. La rédaction de ce magazine a été clôturée le 16 septembre 2016. Editeur responsable : Steve De Meester.



QUESTIONS & RÉPONSES



ELSA GARCIA BLANCO,
COO OPERATIONS COUNTRY
HEAD BELGIUM

Le gouvernement fédéral taxe la spéculation boursière depuis le 01/01/2016. Quel est l'impact pour les investisseurs? Quels sont les produits et transactions concernés ?

Elsa Garcia Blanco : En instaurant depuis le 01/01/2016 une taxe sur les plus-values réalisées en cas de vente ou cession à titre onéreux d'actions (ou de tout instrument financier coté en bourse dont les actifs sous-jacents sont exclusivement composés d'actions ou certificats d'actions cotés en bourse) dans les six mois qui suivent leur achat (intervenu à compter du 1^{er} janvier 2016), le gouvernement fédéral a souhaité

diminuer les comportements spéculatifs. Cette mesure mise en place dans le cadre du tax shift peut vous impacter si vous avez l'intention de vendre des actions acquises récemment. Cette 'taxe sur la spéculation' qui s'élève à 33% sera due sur la plus-value réalisée et sera retenue à la source par les intermédiaires financiers belges.

- Chez Deutsche Bank le montant dû sera prélevé séparément sur votre compte à posteriori.
- Si vous avez l'intention de transférer des produits concernés par cette taxe, dans le cadre de la campagne 'transfert de titres' de Deutsche Bank par exemple, il est primordial de toujours nous

fournir la preuve de la date et du prix d'achat des titres concernés (les bordereaux d'opérations par exemple) via votre Financial Center. Sans ces informations, la taxe de 33% s'appliquera par défaut au montant total de la vente. Grâce à ces preuves, nous pouvons mettre à jour l'historique de vos transactions dans nos systèmes et appliquer correctement la taxe le cas échéant.

Info

Le service Télé-Equity est à votre disposition pour toute question au 078 152 244.



Des conseils encore plus accessibles dans les Financial Centers

Les Financial Centers de Deutsche Bank vous ouvrent plus longuement leurs portes si vous souhaitez obtenir un conseil personnalisé. Dès aujourd'hui, vous pouvez prendre rendez-vous avec votre conseiller entre 9 et 19 heures, du lundi au vendredi.

Ouvert aussi le samedi

Mais ce n'est pas tout. Le samedi aussi, vous pouvez obtenir des conseils personnalisés sur rendez-vous, et ce de 9 à 13 heures. Voilà une excellente nouvelle pour les clients qui ne peuvent se rendre dans leur Financial Center durant la semaine.

Opérations courantes

Pour toutes vos autres transactions (opérations courantes), vous êtes les bienvenus dans votre Financial Center de 9h00 à 12h30, du lundi au vendredi. Le Financial Center Marnix (Bruxelles) vous accueille même de 9 à 14 heures. Bien entendu, il vous est aussi loisible d'effectuer ces opérations courantes via PC ou smartphone.

Davantage de flexibilité

"Nos clients utilisent de plus en plus l'internet (mobile) pour leurs opérations journalières," explique Veerle Haenebalcke, Head of Distribution chez Deutsche Bank. "Pas moins de 95% de tous les ordres de bourse chez Deutsche Bank sont exécutés en ligne. Idem pour l'achat et la vente de fonds d'investissement, pour lequel le canal online a progressé à 40% du total

des transactions. Toutefois, quand nos clients souhaitent une information, ils optent pour le téléphone. Pour obtenir un conseil personnalisé et pour des transactions plus complexes, ils font appel à leur interlocuteur attitré au sein de l'agence. Pour mieux répondre à ces attentes, nous souhaitons offrir à nos clients davantage de flexibilité, et donc leur permettre de passer en agence jusqu'en début de soirée et le samedi matin."

L'extension des heures d'ouverture des Financial Centers n'est qu'un premier pas. Deutsche Bank continue à investir dans la gestion des opérations courantes via internet ou smartphone, ainsi que dans les Financial Centers. L'année dernière, les agences de Courtrai, Brasschaat et Ostende ont été entièrement rénovées. D'autres suivront prochainement.

Pour convenir d'un rendez-vous dans un Financial Center, il suffit de surfer sur www.deutschebank.be/contact ou de téléphoner au Service Clients de Deutsche Bank au 078 155 150 (lundi-vendredi: 08h30 – 19h00, samedi: 09h00 – 12h00)

Nouvelles heures d'ouverture des Financial Centers

Conseils sur rendez-vous

Du lundi au vendredi: 9:00 – 19:00

Samedi: 9:00 – 13:00

Toutes les autres transactions

Du lundi au vendredi: 9:00 – 12:30 (jusqu'à 14:00 pour le Financial Center Marnix)



Deutsche Bank Belgique couronnée 'Best Investment Bank 2016'

Deutsche Bank Belgique est spécialisée dans l'épargne et les placements pour particuliers. Ce que l'on ignore généralement, c'est que notre siège bruxellois abrite aussi une importante division de la banque d'investissement de Deutsche Bank, au service des entreprises belges. Cette année, notre 'Investment Bank' s'est vu décerner le titre de 'Best Investment Bank' par l'influent magazine financier EuroMoney, et ce pour la 4^e fois en 6 ans (2011, 2013, 2014, 2016). Selon le jury d'EuroMoney, cette distinction nous a été attribuée en raison de notre rôle majeur dans le conseil prodigué à d'importantes sociétés belges, telles que ABInbev (rachat de SABMiller), Telenet (rachat de Base), Balta et Delhaize (fusion avec Ahold). Ce prix témoigne de notre compétence et du professionnalisme des conseils que nous dispensons également à nos clients institutionnels.

Brexit: de nouvelles incertitudes pour la croissance mondiale

LES FEUX SONT-ILS À L'ORANGE?

En 2017, l'économie mondiale devrait se porter un peu mieux. Quelques lampes rouges clignotent cependant encore çà et là. Analyse des principaux marchés mondiaux.

Dès le début de l'année, il était clair que la croissance économique ne prendrait pas un envol considérable en 2016. Plus l'année avance, plus cet augure se vérifie. Aux incertitudes générées par la transition de l'économie chinoise et par les turbulences qui ont agité les marchés financiers se sont ajoutées les conséquences potentielles du vote britannique en faveur du Brexit. Selon les analyses de Deutsche Bank, l'année devrait se clôturer sur une croissance globale de 3%, soit la plus faible progression depuis la crise financière mondiale de 2008-2009. En revanche, l'année 2017 s'annonce sous de meilleurs auspices, avec une croissance attendue de 3,3%. Ce pronostic est similaire à celui du Fonds Monétaire International.

Cette légère montée en puissance sera essentiellement alimentée par les îlots de croissance, à savoir des pays tels que le Brésil et la Russie, qui devraient s'extirper de la récession, mais aussi les marchés (comme l'Inde) qui continuent à surfer sur la vague de la croissance. Bien que ces îlots devraient selon toute vraisemblance signer de meilleurs résultats qu'en 2016, la conjoncture des autres marchés reste préoccupante. Tour d'horizon et perspectives...

1 / Les États-Unis atteignent leur vitesse de croisière

Le premier semestre 2016 a été assez décevant pour l'économie US, avec une croissance de 0,8% sur base annuelle au premier trimestre, puis de 1,2% au second. Ces chiffres en demi-teinte

s'expliquent par l'ampleur des stocks constitués au fil des ans. En raison de ces stocks, les entreprises parviennent aisément à répondre à la demande. Les autres facteurs sont l'actuelle force

À l'heure actuelle, le consommateur est le principal moteur de l'économie américaine

du dollar et la faible croissance mondiale, qui freine la demande étrangère. Ajoutons-y une propension à l'investissement qui se situe actuellement à un creux historique aux États-Unis. Quant aux principaux moteurs de l'économie américaine, il s'agit des dépenses des

ménages et du renforcement du marché immobilier résidentiel.

Au 2^e semestre, la croissance américaine devrait s'accélérer et, selon nos pronostics, clôturer l'année aux alentours de 1,5%. Sur ce point, Deutsche Bank est plus prudente que le FMI, qui table sur une croissance de 2,2%. Pour 2017, nous prévoyons une légère progression à 1,7%, tandis que le FMI avance le chiffre de 2,5%.

Sur le plan monétaire, la grande question reste de savoir quand la Réserve fédérale américaine (Fed) procédera à une seconde hausse des taux. Nous pensons que Janet Yellen, la présidente de l'institution, fera passer le feu au vert avant la fin de l'année. En termes de création d'emplois, les indicateurs sont bien orientés depuis plusieurs mois : le taux de chômage est de 4,9% et quelque 190.000 nouveaux emplois ont été créés mensuellement lors du dernier trimestre. Il reste désormais à voir comment évoluera l'inflation.

2 / Zone euro :

Brexit = lose-lose

Dans la zone euro, Deutsche Bank s'attend cette année à une croissance de 1,6%, et de seulement 1,1% pour 2017. Ce pronostic se fixe à 1,7% pour le Royaume-Uni et à 0,9% pour 2017. En choisissant de sortir de l'Union européenne, le Royaume-Uni s'est tiré une balle dans le pied, ainsi que dans celui des autres pays européens. L'incertitude est plus grande aujourd'hui qu'avant le Brexit, tant pour les Britanniques que pour les entreprises, aussi bien sur le plan financier qu'économique.

Chez Deutsche Bank, on s'attend à ce que la procédure de sortie débute officiellement durant le premier semestre 2017. En fait, nous devons compter sur une solution qui diverge aussi peu que

possible du cadre économique actuel. Nous espérons que les négociateurs ne partiront pas d'une feuille blanche, mais parviendront à un accord se fondant sur le cadre de collaboration existant. Avant même le moindre changement structurel, un impact se manifeste déjà sur le niveau d'investissement, le marché immobilier et l'inflation. La Banque d'Angleterre a déjà baissé son taux directeur et a pris d'autres mesures de soutien à son économie. On s'attend toutefois à ce qu'une seconde baisse de taux intervienne avant la fin de l'année. Jusqu'à un certain point, la faiblesse de la livre sterling et l'avantage qui en découle à l'exportation peuvent contrebalancer les autres retombées. Ce n'est cependant pas à court terme que les entreprises britanniques profiteront de cet avantage.

Quid en cas de forte hausse du taux directeur de la BCE ?

Sur le plan monétaire, Deutsche Bank s'attend à ce que la BCE poursuive sa politique ultrasouple et prolonge les mesures en place, très certainement parce que l'inflation reste en deçà des attentes. Le programme de rachat d'obligations se clôture en principe en mars 2017, mais la BCE devrait le prolonger de 9 à 12 mois. La disponibilité de titres à taux fixe de bonne qualité continuera donc à se réduire, mais on peut s'attendre à ce que la BCE assouplisse ses critères de rachat dans le but de récolter une quantité suffisante d'obligations. Nous ne pensons pas qu'une nouvelle baisse de taux soit à l'ordre du jour, car elle ne ferait qu'accroître la pression sur les banques, qui est déjà énorme. Ce paramètre est d'autant plus important que les entreprises de la

zone euro dépendent fortement du crédit bancaire pour se financer, et seulement dans une moindre mesure des marchés de capitaux.

Le loyer de l'argent a beau être bon marché, le problème reste insoluble tant que les entreprises n'investissent pas et que les particuliers ne consomment pas. Certaines voix s'élèvent donc en faveur d'une inversion complète de la politique monétaire. Les partisans de cette théorie conseillent non pas de baisser les taux, mais de les relever. Cette piste ferait bien évidemment d'innombrables victimes, mais plus on s'enfonce dans l'actuelle politique ultrasouple et moins cette politique se révèle efficace, plus ce changement radical de fusil d'épaule gagnera en popularité.

En tout état de cause, le Brexit se soldera par un *lose-lose* pour toutes les parties concernées. Les deux plus grands perdants seront le Royaume-Uni sur le plan économique et l'Union européenne sur le plan institutionnel. Cette dernière sera

On devrait assister avant la fin de l'année à une seconde baisse des taux au Royaume-Uni

composée désormais de 27 pays possédant chacun leurs aspirations propres. Pour certains pays tels que l'Irlande, les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne, qui entretiennent des liens économiques intensifs avec le Royaume-Uni, l'enjeu est >

L'érosion de la croissance en Chine est parfaitement saine et normale

- › encore plus grand que pour des nations comme la France et l'Italie, dont les relations commerciales avec les sujets de Sa Gracieuse Majesté sont traditionnellement moins étroites. Reste à voir si le bon sens prévaudra dans le chef de tous les acteurs présents autour de la table.

Le Brexit n'est pas le seul souci de l'Union européenne. À l'heure actuelle, quelque 10,1% de la population active de la zone euro est sans travail (moins de 5% aux États-Unis). Ce pourcentage est le plus faible des cinq dernières années, mais il reste préoccupant. Tant que la croissance économique ne se rétablit pas, le chômage ne reculera pas de manière spectaculaire. Les perspectives dans ce domaine sont influencées par ailleurs par l'incertitude politique, la santé de certaines banques italiennes et la marge budgétaire très réduite des pays européens. Sans oublier la crise migratoire et la situation financière de la Grèce. Outre une politique résolue de la BCE, les États pourraient contribuer à la cause commune en adoptant des mesures de relance fiscales et budgétaires. Dans ce domaine, la marge

de manœuvre imposée par l'UE est restreinte. Des élections se profilent en outre à l'horizon dans certains pays (France, Pays-Bas, Allemagne), avec à la clé une réticence généralisée à prendre des mesures impopulaires. Dans les faits, la zone euro reste très dépendante de la politique monétaire de la BCE.

3 / Marchés émergents – Croissances à géométries variables

Deutsche Bank prévoit une croissance moyenne de 4,7% en 2017 pour l'ensemble des pays émergents. Cette moyenne cache toutefois des réalités très différentes, avec d'un côté des pays comme la Russie et le Brésil, qui sortent à peine d'une récession prolongée, et d'autre part des économies telles que l'Inde, qui tournent à plein régime. Penchons-nous sur les cas particuliers de la Chine et de l'Inde.

Chine – Atterrissage en douceur en perspective

Chez Deutsche Bank, nous nous attendons à un fléchissement progressif de la

croissance chinoise. En raison du gigantisme de cette économie, cet atterrissage en douceur s'accompagnera sans doute de quelques turbulences, mais nous ne prévoyons pas de trou d'air marquant. Le premier semestre s'est soldé par une croissance de 6,7% qui, au second semestre, devrait s'éroder à moins de 6,5%. Cette légère érosion de la croissance est au demeurant parfaitement saine et normale. Dans le contexte actuel, les taux de croissance à deux chiffres appartiennent définitivement au passé.

L'économie chinoise subit une lente métamorphose. Jusqu'à présent tournée vers les investissements et l'exportation, elle s'oriente désormais progressivement vers son marché intérieur. Un bateau de cette dimension ne change pas de cap en un seul coup de barre, mais ce virage semble se dérouler parfaitement jusqu'à présent, à tel point que la récente dépréciation du yuan est passée presque inaperçue. Les deux points où le bât blesse sont l'envergure de la charge de la dette des entreprises détenues (partiellement) par l'État, ainsi que le recul du marché résidentiel.

Inde – La Chine de demain?

Dans la catégorie des îlots de croissance, l'Inde est selon Deutsche Bank l'économie qui progressera le plus dans les prochains mois. Le sous-continent indien suit aujourd'hui la route prise jadis par la Chine, à savoir la voie de l'industrialisation, de l'urbanisation et des investissements publics intensifs. Pour cette année comme pour 2017, nous tablons sur une croissance de 7,5%. L'Inde mène actuellement

Vague d'acquisitions chinoises en Europe

L'agroalimentaire suisse Syngenta, le constructeur de robots allemand Kuka, le club de football italien AC Milan... les acquisitions chinoises en Europe se multiplient depuis quelques mois. Pourtant, cette fièvre acheteuse n'est pas neuve,

car la Chine est active depuis belle lurette sur le marché asiatique. La différence, c'est qu'elle opère désormais sous nos latitudes. Ainsi, les investissements étrangers directs représentent déjà un montant de 120 milliards de dollars.

diverses réformes. Sur le plan fiscal, plusieurs décisions marquantes ont déjà été prises, même s'il faudra sans doute attendre quelques années pour en recueillir les premiers fruits. L'économie indienne profite par ailleurs de la ligne définie par Raghuram Rajan, le gouverneur de la Banque centrale indienne. Depuis son accession aux commandes de la banque centrale, il est parvenu à réduire l'inflation de moitié, à stabiliser la roupie et à restaurer la confiance des investisseurs étrangers. Raghuram Rajan sera toutefois prochainement remplacé par Urjit Patel et il est impossible de déterminer pour l'instant si ce dernier sera capable de garder ce cap.

En 2017, l'économie mondiale sera surtout soutenue par les pays émergents

Cette année, un des points positifs pour l'économie est la récolte agricole, qui est prometteuse après deux années de disette. Plus de la moitié des revenus des ménages indiens est en effet issue de l'agriculture. Plus les récoltes sont abondantes, plus le pouvoir d'achat des Indiens est élevé.

4 / Japon – Un nouveau plan de relance

Pour le Japon, Deutsche Bank ne prévoit cette année qu'une faible croissance (à peine 0,5%), qui devrait toutefois progresser légèrement en 2017 pour se fixer à 0,9%. Shinzo Abe, le Premier



ministre, éprouve des difficultés à relancer l'économie. Le niveau d'inflation défini par la Banque du Japonne sera pas atteint et la politique monétaire montre ses limites. Le Premier ministre a donc décidé de reporter à octobre 2019 le projet d'augmentation de la TVA et a présenté en août un nouveau plan de relance. Ce programme – d'un montant de 240 milliards d'euros – englobe notamment des investissements dans l'infrastructure, des mesures sociales et de la création d'emplois. Ce plan sera-t-il couronné de succès ? Impossible à dire pour l'instant. Un quart seulement de l'enveloppe totale porte sur des mesures réellement nouvelles. Shinzo Abe a cependant le mérite d'essayer. Si le succès est au rendez-vous, ce cocktail d'incitants fiscaux, de souplesse monétaire et de réformes structurelles pourrait servir de source d'inspiration pour d'autres pays. x

Perspectives de croissance

	2016	2017
Monde	3,0	3,3
USA	1,5	1,7
Zone euro	1,6	1,1
Royaume-Uni	1,7	0,9
Japon	0,5	0,9
Marchés émergents	4,1	4,7
Chine	6,6	6,5
Inde	7,5	7,6
Brésil	-3,2	1,0
Russie	-1,8	0,8

Croissance (en %) du PIB. Perspectives de croissance de Deutsche Bank en août 2016.



PLACE À UNE AP

La croissance économique mondiale demeure globalement assez faible. Quelles sont les perspectives à court terme et comment se reflètent-elles au sein d'un portefeuille d'investissement?

Depuis le début 2016, les marchés boursiers ont affiché une volatilité élevée. Les doutes liés au ralentissement de la croissance et à la baisse des prix pétroliers ont provoqué un premier creux en janvier. Des perspectives plus favorables aux États-Unis et un nouvel élan de l'économie chinoise ont ensuite permis de compenser ces pertes. Après une phase de stabilisation en mars et avril, les marchés ont subi le contrecoup de la victoire inattendue du camp du Leave lors du référendum britannique sur le Brexit. Les bourses ont fortement piqué du nez au lendemain de cette décision, avant de se rétablir. Le FTSE 100 (l'indice phare de la bourse de Londres) a même récupéré ses pertes en moins d'une semaine. À titre de comparaison, il a fallu six semaines au DJ Euro Stoxx 50 (l'indice qui regroupe les 50 plus grandes capitalisations boursières de la zone euro) pour faire de même.

Jusqu'à présent, les performances boursières en 2016 reflètent des évolutions assez disparates. Les marchés d'actions américains sont ainsi parvenus à sortir du creux de la vague beaucoup plus rapidement que leurs homologues européens. L'été dernier, cette tendance a débouché outre-Atlantique sur un appréciable rally, grâce notamment aux résultats meilleurs que prévu des entreprises américaines au 2^e trimestre. Quant à l'évolution des actions européennes, elle est toujours négative par rapport au début de l'année.

PROCHE PLUS DÉFENSIVE

Quelles perspectives ?

Deutsche Bank s'attend à une faible croissance mondiale (3%) pour 2016 et à un léger mieux (3,3%) en 2017. Ces chiffres de croissance se situent dans la fourchette inférieure des dernières années. Il apparaît par ailleurs que la politique d'assouplissement quantitatif adoptée par les banques centrales en Europe et au Japon n'est pour l'heure pas parvenue à stimuler l'inflation. Cela ne signifie pas pour autant que ces mesures seront abandonnées de sitôt. On s'attend généralement à ce que la BCE prolonge de neuf à douze mois sa politique d'assouplissement quantitatif. Pour tenir cet engagement, la BCE n'aura d'autre recours que d'assouplir les critères de rachats actuels. Parmi les conséquences de cette politique, citons une pression accrue sur les taux d'intérêt en Europe, qui se trouvent à un niveau historiquement bas et qui devraient le rester.

La hausse des marchés d'actions à l'issue d'un trimestre de faible croissance s'explique par deux facteurs. Tout d'abord, les données macroéconomiques ont été meilleures que prévu, en raison notamment de l'impact différé du Brexit sur les

chiffres. Cet impact ne sera sans doute pleinement mesurable qu'au début de 2017.

Le second facteur est un remarquable exemple de la manière dont les marchés réagissent aux perspectives, et en particulier comment une 'moins mauvaise nouvelle' peut se transformer en 'bonne nouvelle'. Les bénéfices des entreprises européennes au 2^e trimestre 2016 ont chuté de 15% par rapport au 2^e trimestre 2015. Il s'agit d'une mauvaise nouvelle dans l'absolu, mais d'une bonne nouvelle par rapport au plongeon annoncé de 22%. Ces résultats moins mauvais que prévu ont amené les analystes à revoir leurs prévisions et à placer la barre plus haut pour les trimestres à venir.

Durant les mois d'été, le rétablissement des cours s'est opéré dans un contexte de volumes réduits. Un simple événement ou fait d'actualité suffirait à induire une correction des cours. Ainsi, l'incertitude politique reste élevée, a fortiori en Europe. Par ailleurs, personne ne peut prédire avec certitude quand la Réserve fédérale américaine (Fed) décidera d'une nouvelle hausse de ses taux directeurs. En Chine, les autorités semblent moins enclines qu'au début

2016 à prendre des mesures de soutien de l'économie. Tout ceci pourrait avoir comme conséquence que la croissance chinoise ne franchisse pas la barre des 6,5%. Pour les autorités chinoises, l'enjeu consiste aujourd'hui à convaincre les marchés qu'elles contrôlent la situation. Enfin, la situation géopolitique mondiale reste plutôt instable, ce qui préoccupe toujours les marchés. Les bourses devront donc bénéficier d'un catalyseur positif pour espérer progresser au 4^e trimestre.

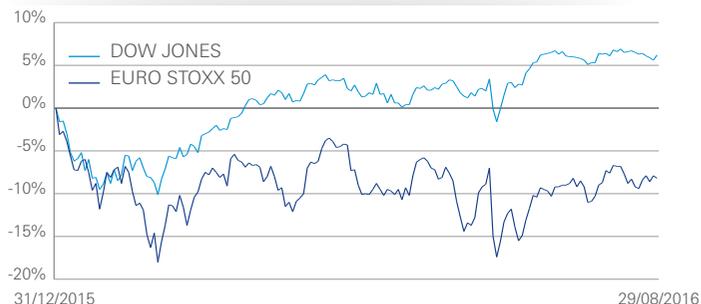
Une approche défensive

Au sein d'un portefeuille sainement diversifié, quelles sont les conséquences d'un contexte macroéconomique caractérisé par une croissance atone, des taux d'intérêt au plancher et les divers facteurs de risque évoqués ci-avant? Dans une telle conjoncture, il est recommandé de se positionner de manière plus défensive. Dans notre stratégie d'investissement, cette approche se traduit par un allègement de la pondération des actions dans le portefeuille et par une bonne diversification entre les diverses régions: USA, Europe, Asie, Japon. Nous avons une légère préférence pour les actions américaines, parce que la volatilité est moindre et que les entreprises d'outre-Atlantique parviennent à nouveau à générer des résultats appréciables.

Actions à dividende

Dans le contexte actuel, nous maintenons notre recommandation, à savoir opter pour des actions à dividende. Ces actions sont généralement moins volatiles que le marché et conviennent donc mieux à une stratégie défensive. Le dividende représente en outre une partie non négligeable de la performance totale sur le long terme. À l'heure du choix, il est préférable >

Evolution des bourses en Europe et aux USA depuis le début 2016



Source : Bloomberg



› d'opter pour des *dividend growers* (les entreprises capables de distribuer tous les ans un dividende appréciable, régulier et croissant) que pour des *dividend yielders* (les entreprises qui versent actuellement un dividende élevé, mais qui ne pourront tenir ce rythme à l'avenir).

Obligations : faire le tri

La réduction de l'exposition aux actions doit être compensée par le renforcement des positions en obligations d'entreprises soigneusement sélectionnées. En raison des taux d'intérêt extrêmement bas, il est virtuellement impossible de trouver dans la zone euro des obligations d'émetteurs solides assorties d'un coupon fixe attrayant. Outre-Atlantique, par contre, il est encore possible de dénicher des obligations 'Investment Grade' d'entreprises solvables et de bonne qualité. Du fait de l'importance de la demande, le rendement de ces obligations s'érode toutefois sensiblement.

Ne vous laissez pas séduire par les obligations à haut rendement US, souvent émises par des entreprises du secteur énergétique. Dans le secteur pétrolier, en particulier, de nombreuses sociétés éprouvent des difficultés à répondre à leurs obligations financières, d'où un net surcroît de risque. Des obligations intéressantes peuvent aussi être trouvées sur les marchés émergents, dont la solvabilité s'est notablement améliorée depuis quelques années et dont le rendement est supérieur à celui des pays développés. Nos préférences vont aux obligations des pays émergents libellées en dollars US. Cette recommandation cadre avec nos prévisions pour le dollar US, qui devrait évoluer vers la parité avec l'euro dans le courant de l'année 2017. Nous fondons cette vision sur la politique divergente menée par la Fed qui, contrairement à la BCE, a l'intention de relever progressivement son taux directeur.

Les atouts des fonds flexibles

En période de haute volatilité, la diversification, le timing et la flexibilité conditionnent encore davantage le rendement d'un portefeuille qu'en temps normal. Les investisseurs qui n'ont ni le temps ni l'expérience voulue pour se conformer à ces trois critères ont tout avantage à investir dans des fonds mixtes flexibles². Les gestionnaires professionnels de tels fonds veillent, dans le cadre de leur politique d'investissement, à répartir les actifs en fonction des circonstances de marché.

En raison de la modicité généralisée des taux d'intérêt, les investisseurs en quête d'un revenu régulier éprouvent de plus en plus de difficultés à atteindre cet objectif. La solution à ce dilemme peut passer par les fonds mixtes générateurs de revenus ('income generators'). Les gestionnaires de tels fonds n'ont pas tant pour objectif d'absorber les chocs éventuels que d'être en permanence à la recherche d'opportunités leur permettant d'atteindre leur objectif, à savoir distribuer un dividende attrayant. x

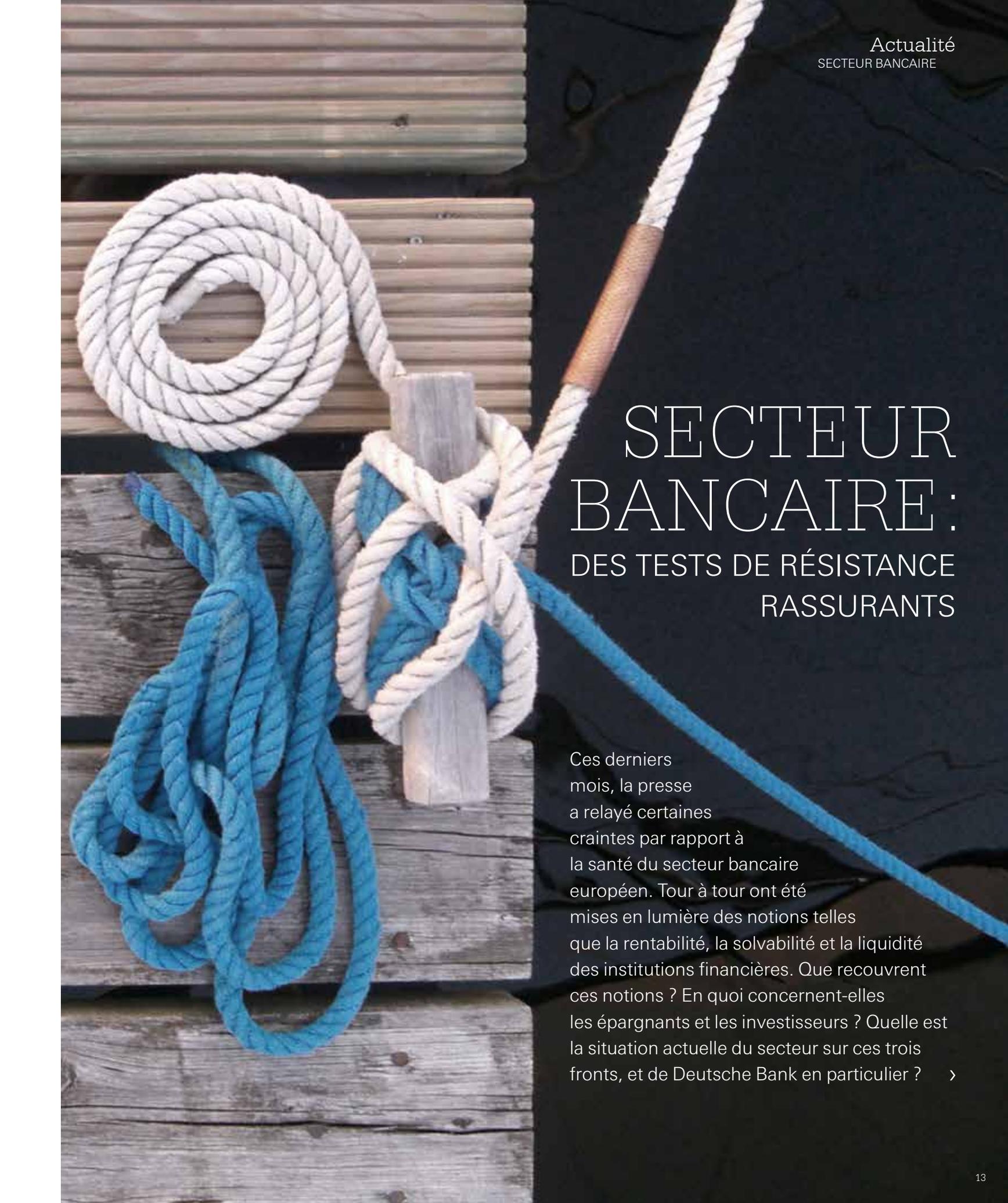
¹ Les titres 'Investment Grade' sont ceux qui ont reçu un rating égal ou supérieur à BBB- par Standard & Poor's (S&P) ou un rating équivalent chez Moody's ou Fitch. ² Le terme 'fonds' est l'appellation commune pour un Organisme de Placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS), et prendre diverses formes juridiques (SICAV, FCP, etc.). Un OPC peut comporter des compartiments. Les fonds sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement. Par fonds mixtes, nous entendons les OPC qui investissent en actions et en obligations.

Élections aux États-Unis

Les élections présidentielles américaines auront lieu le 8 novembre 2016. Pour l'instant, il est impossible d'en prédire l'issue. Impossible aussi de savoir si le prétendant, une fois installé dans le bureau ovale, tiendra ou non ses promesses électorales. Sur la base de leur programme et de leur background, on peut toutefois se livrer à diverses estimations quant à leur impact potentiel.

Ces deux programmes radicalement différents peuvent avoir de lourdes conséquences. Une victoire de Donald Trump – avec ses prises de position extrêmes, son protectionnisme avoué et son imprédictibilité – induirait à coup sûr davantage d'incertitudes économiques et une plus grande volatilité sur les marchés. En revanche, si Hillary Clinton devient la première Présidente des États-Unis, l'impact sur les marchés devrait être plus modéré.

Candidat	Hillary Clinton	Donald Trump
Parti	Démocrates	Républicains
Économie	<ul style="list-style-type: none"> Grands travaux d'infrastructure. Accent sur la technologie et les énergies renouvelables. Augmentation du salaire minimum. 	<ul style="list-style-type: none"> Investissements dans l'infrastructure. Recentrage sur le marché intérieur. Alourdissement des taxes sur les importations de certains pays (Chine). Durcissement de la politique migratoire.
Affaires étrangères	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la politique Obama. 	<ul style="list-style-type: none"> Ouverture prudente vers la Russie. Proposition de faire payer les pays européens pour la défense américaine.
Impôts	<ul style="list-style-type: none"> Contribution supplémentaire pour les revenus de plus de 5 millions de dollars. Les contribuables qui gagnent plus de 732.000 de dollars par an devront payer davantage d'impôts. 	<ul style="list-style-type: none"> Simplification des tranches d'imposition. Baisse de l'impôt des sociétés.
Soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> Maintien de l'Obamacare. Baisse du prix des soins de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> Suppression de l'Obamacare. Pression sur les prix des médicaments en faisant jouer la concurrence.



SECTEUR BANCAIRE : DES TESTS DE RÉSISTANCE RASSURANTS

Ces derniers mois, la presse a relayé certaines craintes par rapport à la santé du secteur bancaire européen. Tour à tour ont été mises en lumière des notions telles que la rentabilité, la solvabilité et la liquidité des institutions financières. Que recouvrent ces notions ? En quoi concernent-elles les épargnants et les investisseurs ? Quelle est la situation actuelle du secteur sur ces trois fronts, et de Deutsche Bank en particulier ? >



› L'année 2016 comporte de nombreux défis pour le secteur bancaire européen. La presse relaie régulièrement des inquiétudes – parfois fondées – sur l'une ou l'autre banque, jetant ainsi le doute sur l'ensemble du secteur. En effet, considérées uniquement sous l'angle de leurs prestations boursières, les banques européennes sont clairement à la peine. Depuis le 1^{er} janvier de cette année, l'indice Stoxx 600 Banks qui agrège les cours des principales institutions financières européennes a perdu environ un cinquième de sa valeur¹.

Vos dépôts auprès de Deutsche Bank bénéficient aujourd'hui d'un degré de protection accru

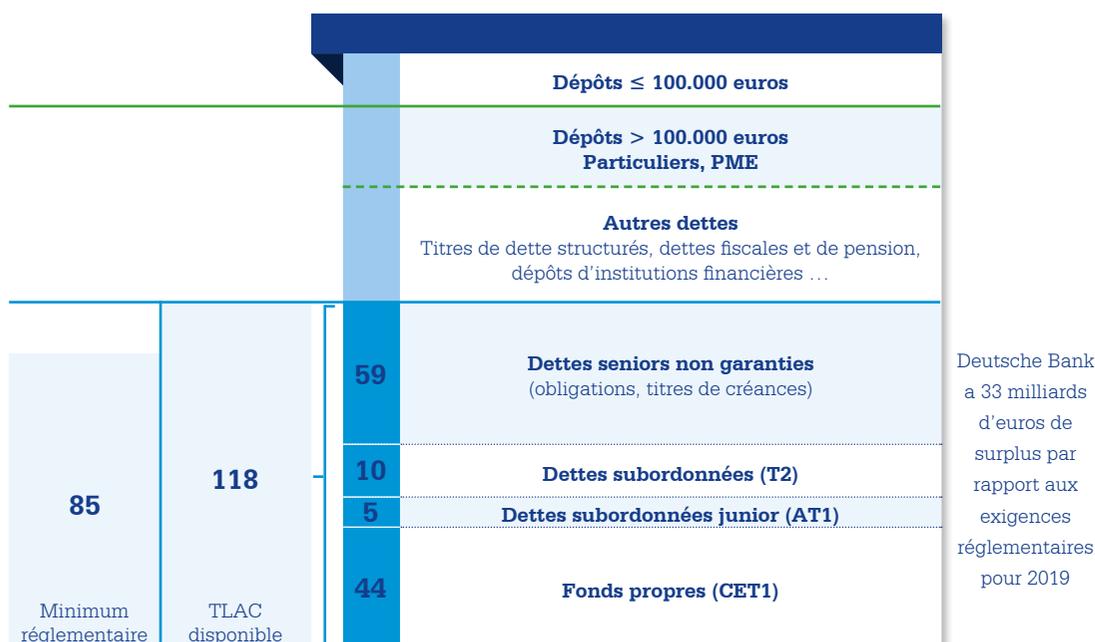
Si les cours de Bourse reflètent la perception du marché sur leur rentabilité à un moment donné, il est utile d'analyser la santé des banques à l'aide d'indicateurs objectifs. En effet, les problèmes de rentabilité des banques dans un contexte de taux bas, voire négatifs, n'ont pas d'impact direct sur leur solvabilité et leur liquidité. A ce titre, force est de constater que d'énormes progrès ont été réalisés

au niveau de la stabilité du secteur bancaire depuis la crise de 2008, notamment via l'adoption de directives plus strictes, de critères d'évaluation plus sévères, et de procédures d'aide aux banques en difficultés plus claires. L'objectif final de toutes ces mesures est simple : des institutions plus solides constituent une protection supplémentaire pour les épargnants et pour les contribuables.

La directive BRRD : des épargnants mieux protégés

La directive européenne sur le redressement et la résolution des crises bancaires (directive BRRD) a poussé les

TLAC disponible par rapport aux exigences réglementaires (en milliards d'euros)



¹ Situation prévalant en Allemagne à partir de janvier 2017.
Source : Deutsche Bank AG



Rentabilité, solvabilité, liquidité... de quoi parle-t-on ?

banques à renforcer leur capital, afin de réduire les risques de faillite. Une structure de capital plus solide implique de facto un plus haut niveau de protection pour les déposants. Et pour les clients de Deutsche Bank ?

- Vos dépôts sont mieux protégés grâce à un coussin d'absorption des pertes (TLAC) de 118 milliards d'euros, soit 33 milliards de plus par rapport aux exigences réglementaires.
- La loi qui transpose la directive européenne en droit allemand offre une [protection supplémentaire aux déposants](#), grâce à la subordination automatique des détenteurs de dette obligataire classique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ajoutons aussi que le rating (notation de qualité) spécifique attribué par l'agence de notation Moody's aux dépôts de la banque (A3) dénote une qualité de crédit élevée (catégorie A).

Autrement dit, vos dépôts auprès de Deutsche Bank bénéficient aujourd'hui d'un degré de protection accru.

Solvabilité et liquidité : des banques plus solides

D'autres mesures ont pour effet de stabiliser le secteur en s'attaquant directement aux causes de la crise de 2008 : les faiblesses de certaines institutions en matière de solvabilité et de liquidité ont précipité leur chute.

Tirant les conclusions de cette crise, les politiques et les régulateurs ont édicté des règles et des contrôles beaucoup plus stricts pour rendre les banques plus solides. Ceci a notamment abouti à l'accord international Bâle III.

Deutsche Bank a tout d'abord réalisé de nets progrès en termes de solvabilité ces dernières années. Ses fonds

La rentabilité

La rentabilité (ou son synonyme anglicisé 'profitabilité') désigne la capacité d'une entreprise à dégager des bénéfices. La rentabilité dépend de plusieurs facteurs. On peut citer notamment le dynamisme commercial de l'entreprise – c'est-à-dire son aptitude à proposer des produits et services innovants qui génèrent de la valeur – ou encore la maîtrise des coûts. Pour être rentable, un produit ou un service doit en effet être commercialisé à un prix supérieur à son coût, toutes charges comprises. Pour les banques, le contexte économique et financier joue également un rôle crucial dans le calcul de leur rentabilité. En effet, le métier de banquier est intimement lié à l'évolution de la conjoncture, au niveau des taux d'intérêt, etc.

Comment la calcule-t-on ? La rentabilité d'une banque s'exprime directement via la publication de ses résultats (trimestriels, semestriels et annuels). Il 'suffit' pour cela de prendre en considération les bénéfices dégagés sur la période. Néanmoins, ceux-ci peuvent être grevés par des éléments dits 'non récurrents'. Les analystes scrutent dès lors d'autres indicateurs tels que le résultat opérationnel, les cash flows ou le coefficient d'exploitation (càd le rapport entre les coûts d'exploitation et l'ensemble des revenus).

Qui est concerné ? La rentabilité d'une banque concerne au premier plan ses actionnaires et la communauté des investisseurs au sens large. La rentabilité est notamment l'un des éléments qu'une entreprise prend en compte au moment de verser un dividende à ses actionnaires.

La solvabilité

La solvabilité d'une entreprise désigne sa capacité à honorer ses engagements lorsque ceux-ci arrivent à échéance. Pour une banque, il s'agit notamment de payer les intérêts promis sur les comptes d'épargne ou les coupons qui accompagnent les obligations ou titres de

dette structurés que l'institution a émis ou à rembourser ses emprunts.

Comment la calcule-t-on ? Différents ratios réglementaires permettent d'évaluer la solvabilité d'une banque. Le plus courant est le 'Common Equity Tier 1 ratio' qui mesure la somme des fonds propres dont dispose une banque par rapport aux risques auxquels elle s'expose. Des ratios minimums, de plus en plus stricts, sont imposés par les régulateurs bancaires européens.

Qui est concerné ? Une banque confrontée à un problème de solvabilité met en danger ses actionnaires et ses créanciers, en ce compris les déposants et les investisseurs. La récente directive européenne BRRD met toutefois dans une large mesure les contribuables et les déposants à l'abri. En effet, le renflouement éventuel d'un établissement défaillant doit désormais s'opérer en utilisant d'abord les instruments de capital ou de dette disponibles en interne, et plus largement toutes les possibilités de soutien privé, avant d'utiliser l'argent public.

La liquidité

La liquidité détermine la capacité d'une banque à faire face à ses échéances à court terme. Une banque doit également disposer de sources de financement stables pour pouvoir poursuivre son activité en cas de tensions prolongées sur les marchés.

Comment la calcule-t-on ? L'un des principaux ratios utilisés pour déterminer si une banque dispose des liquidités suffisantes est le Liquidity Coverage Ratio (LCR). Il permet de mesurer si une banque dispose suffisamment de cash et d'actifs liquides de haute qualité pour faire face à ses engagements pendant une période de 30 jours en cas de grave crise de liquidité sur les marchés.

Qui est concerné ? Une banque confrontée à un problème de liquidité met en danger ses actionnaires et ses créanciers, en ce compris les déposants et les investisseurs.

Common Equity Tier 1 ratio de Deutsche Bank dans les stress tests de l'EBA de 2014 et 2016

Stress test	Niveau de départ	Scénario de base	Scénario défavorable
2014	9,20%	10,50%	7,00%
2016	11,10%	12,10%	7,80%

Source : rapport stress test EBA 2014, rapport stress test EBA 2016.

EBA – Liste des banques d'importance systémique mondiale

Common Equity Tier 1 ratio (%) dans le scénario défavorable de l'EBA : évolution entre 2014 et 2016

	Stress test 2014	Stress test 2016	Différence
Banque Populaire – Caisse d'Épargne	6,4%	9,5%	3,1%
Royal Bank of Scotland	5,7%	8,1%	2,4%
Nordea	12,0%	14,1%	2,1%
Crédit Agricole	8,6%	10,5%	1,9%
Banco Santander	7,3%	8,2%	0,9%
BNP Paribas	7,6%	8,5%	0,9%
Deutsche Bank	7,0%	7,8%	0,8%
ING	8,2%	9,0%	0,8%
Unicredit	6,5%	7,1%	0,6%
Société Générale	7,1%	7,5%	0,4%
Barclays	7,1%	7,3%	0,2%
HSBC	9,3%	8,8%	-0,5%

Standard Chartered n'a pas été soumis aux stress tests de l'EBA en 2016. Source : rapport stress test EBA 2014, rapport stress test EBA 2016.

› propres ont presque doublé, passant de 37 à 62 milliards d'euros entre 2008 et 2016. Par ailleurs, le groupe affiche un Common Equity Tier 1 ratio (voir p.15) de 10,8%, en ligne avec les exigences des régulateurs.

En outre, Deutsche Bank a quadruplé ses réserves de liquidités depuis la crise financière (223 milliards d'euros). Son ratio de liquidités à court terme (LCR – lire p.15) atteint désormais un niveau de 124%, ce qui dépasse déjà de 38 milliards d'euros les exigences réglementaires qui seront imposées en... 2018 ! Les sources de financement sont également devenues plus stables et plus diversifiées.

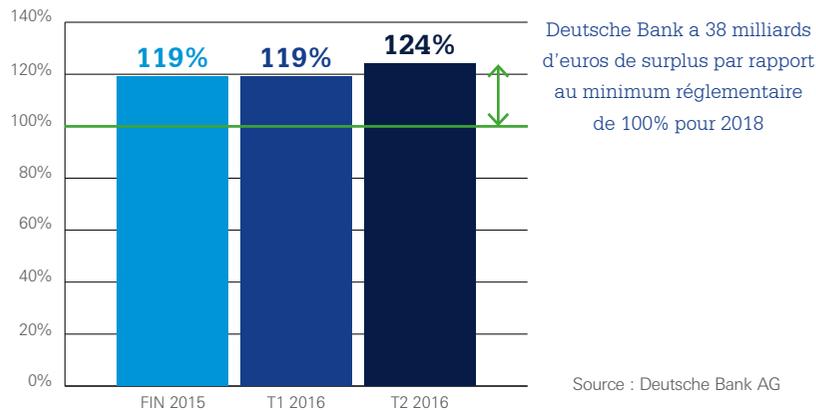
Les stress tests : une protection supplémentaire

Pour vérifier la robustesse de l'ensemble du secteur en Europe, l'Autorité bancaire européenne (EBA) mène depuis 2014 des tests de résistance, plus communément appelés 'stress tests'. L'EBA a ainsi franchi une étape supplémentaire par rapport aux régulateurs en mettant la solvabilité des banques sous pression afin de déterminer si celles-ci ont les épaules assez solides pour résister à un choc de grande ampleur. Pour ce faire, cet exercice met à l'épreuve la résistance des banques en les soumettant d'une part à un scénario de base, et d'autre part à un scénario catastrophe. A chaque nouvel exercice, le niveau d'exigence se veut plus strict.

Le 29 juillet dernier, l'EBA a publié les résultats de ses derniers stress tests. A l'exception notable d'une enseigne italienne, les banques européennes ont dans l'ensemble renforcé leurs fonds propres et affichent une meilleure santé financière qu'il y a 2 ans. C'est une bonne nouvelle pour les épargnants, pour les investisseurs, pour les contribuables et pour l'économie dans son ensemble.

De son côté, Deutsche Bank est également sortie renforcée des stress tests.

Ratio de couverture de liquidité (LCR) de Deutsche Bank (%)



Dans le scénario défavorable de l'EBA, le Common Equity Tier 1 ratio s'établirait à 7,8%, soit nettement mieux que les 7% affichés lors des tests de 2014.

Un contexte peu favorable aux bénéfices

Comme nous venons de le voir, le secteur bancaire et Deutsche Bank en particulier ont démontré leur robustesse au cours des derniers exercices d'évaluation. Néanmoins, les banques sont mises sous pression sur les marchés et voient leurs cours de Bourse chuter. Comment expliquer cette situation ? Deux éléments sont à prendre en compte. D'une part, les nouvelles exigences réglementaires poussent les

banques à continuer à renforcer leurs capitaux propres. Si ces mesures sont bénéfiques sur le long terme pour les épargnants et les investisseurs, elles limitent la marge de manœuvre pour dégager des bénéfices à court terme pour les actionnaires. D'autre part, le contexte actuel de taux bas affecte la rentabilité des activités bancaires dont les marges reposent précisément sur l'écart entre taux longs et taux courts. Ces deux facteurs réunis ne suscitent guère l'enthousiasme des marchés qui préfèrent se tourner vers d'autres secteurs. Mais ils ne sont en rien représentatifs de la solidité des banques.

Quels enseignements peut-on tirer ?

D'une part, les stress tests ont montré que le secteur européen dans son ensemble est désormais plus robuste qu'auparavant. C'est une excellente nouvelle pour l'économie européenne. D'autre part, malgré des critères plus stricts, Deutsche Bank ainsi que les grandes banques belges ont amélioré

leurs résultats par rapport aux premiers exercices similaires menés en 2014, affichant ainsi une solidité renforcée. Voilà de quoi rassurer les épargnants et les investisseurs qui ont pris l'habitude – bien légitime – de sonder la robustesse des enseignes auxquelles ils confient leur argent. Vous pouvez dès lors vous concentrer sur l'essentiel : profiter des conseils personnalisés de nos experts – grâce notamment à des horaires encore élargis, choisir parmi un large choix de solutions financières adaptées à vos objectifs, bénéficier de tarifs avantageux grâce à la suppression des frais inutiles. Bref, tout ce qui a fait qu'un jour, vous avez résolument choisi Deutsche Bank. x

En savoir plus ?

N'hésitez pas à appeler nos spécialistes au 078 156 157.

Des institutions plus solides constituent une protection supplémentaire pour les épargnants et pour les contribuables

¹ - 20,28% depuis le 1^{er} janvier 2016, chiffres au 07/09/2016. Source : www.stoxx.com
Sauf mention contraire, les montants et les pourcentages mentionnés dans cet article sont ceux en vigueur au 30/06/2016.



LE DILEMME DU LONG TERME

Des taux d'intérêt faméliques et des marchés volatils: les investisseurs sont confrontés à une équation difficile à résoudre. C'est surtout le faible potentiel de croissance des pays industrialisés qui les place devant un dilemme. À long terme, la seule manière de relancer la machine passe par des réformes structurelles. Des réformes qui relèvent actuellement davantage du rêve pour l'avenir que de la réalité immédiate.

Les investisseurs ont le choix entre la peste et le choléra. D'une part, les marchés d'actions sont actuellement extrêmement volatils. D'autre part, les obligations *Investment Grade** n'offrent plus un rendement intéressant. Certaines d'entre elles génèrent même un rendement final négatif, ce qui signifie qu'il est plus rentable de les vendre que de les conserver jusqu'à l'échéance.

Nombre d'investisseurs ressentent directement l'impact de ces évolutions: leurs revenus sont sous pression, tandis que les risques, l'investissement en temps et les coûts de gestion de leur portefeuille ne cessent d'augmenter.

Taux réduits

L'actuelle faiblesse des taux d'intérêt peut être imputée aux maigres perspectives de croissance et aux incertitudes qui pèsent sur les futures politiques économiques et monétaires. Dans un

tel climat, les entreprises rechignent à investir, et ce – contrairement à ce qu'affirment certains acteurs économiques – malgré des conditions de financement attrayantes. Cet attentisme s'explique par leur volonté, prioritaire, de résorber la surcapacité qu'elles ont accumulée avant la crise. Or, compte tenu de l'actuel contexte macroéconomique, ce processus pourrait prendre du temps.

Dans le même temps, la propension à l'épargne des ménages ne faiblit pas, notamment en raison de la nécessité de se constituer un complément de pension. Quant aux dépenses publiques, elles sont en baisse, car la plupart des pays industrialisés concentrent plutôt leurs efforts sur une consolidation progressive de leurs finances publiques, qui affichent parfois d'impressionnants déficits.

Ces multiples facteurs se conjuguent pour ralentir considérablement la croissance mondiale et mettre les taux d'intérêt sous pression. Lorsque beaucoup



d'argent est disponible (forte propension à l'épargne) mais que la demande est relativement faible (réticence à investir), le loyer de l'argent baisse. Comme les banques centrales n'enregistrent aucune augmentation du volume des crédits, malgré des conditions de financement plus intéressantes, elles adoptent leur réaction habituelle. Avec une énorme marge de liberté et de flexibilité grâce aux perspectives d'inflation réduite, elles renforcent leur politique monétaire non conventionnelle dans le monde entier, dans l'espoir de remettre en mouvement les énormes masses d'argent 'dorment'. Entre temps, elles ont contribué à une nouvelle baisse des taux d'intérêt, surtout via leurs programmes de rachat de titres à rendement fixe.

Un large éventail de possibilités pour les investisseurs

Cette situation confronte les investisseurs à plusieurs défis majeurs, ce qui n'est pas pour autant une raison de verser dans l'attentisme. Malgré un environnement peu favorable, une bonne stratégie permet malgré tout de générer des rendements appréciables. La manière dont le portefeuille est structuré, conjuguée à une stratégie d'investissement active – avec sélection ciblée des actifs et timing approprié – devient

de plus en plus importante. Les investisseurs qui estiment ne pas disposer des outils voulus pour ce faire, ou encore qu'une telle approche leur demande trop de temps

et d'efforts, peuvent opter pour une solution de gestion.

Quelles sont les possibilités qui s'offrent aux investisseurs pour s'adapter à ce nouveau climat, tout en générant des revenus? En réalité, pour l'instant, il n'est possible d'obtenir un rendement substantiel qu'en prenant davantage de risques. Aux pages 24 à 26, Deutsche Bank vous présente plusieurs solutions permettant de générer un rendement potentiellement supérieur en investissant en euros. Et si vous acceptez le risque de change, des opportunités encore plus séduisantes existent aux États-Unis. Idem pour les obligations souveraines de pays émergents.

La volatilité des actions requiert un suivi rigoureux

La rigueur dans la composition d'un portefeuille ne s'applique plus seulement aux marchés obligataires. Sur les marchés d'actions aussi, une gestion intensive et une haute réactivité s'imposent. Nombreux sont les indices d'actions, de par le monde, qui sont hautement volatils. Eu égard aux défis politiques et économiques que doivent relever l'Europe et les autres continents, les marchés ne retrouveront sans doute pas de sitôt une stabilité durable.

À l'avenir, sans doute sera-t-il encore plus important pour les investisseurs

de suivre attentivement les évolutions des marchés de capitaux, du moins s'ils espèrent constituer un portefeuille rentable dans ce segment. Aujourd'hui, ils disposent de plus d'informations que jamais, mais cette pléthore ne simplifie pas pour autant leurs décisions. Les investisseurs doivent en effet absorber cette masse de données, séparer le bon grain de l'ivraie, en tirer les bonnes conclusions pour leur portefeuille et choisir la réaction appropriée. Cette démarche est fastidieuse et requiert une grande expertise des marchés financiers.

Déléguer les décisions d'investissement spécifiques

Les investisseurs qui ne sont pas disposés à consentir ces efforts peuvent opter pour des fonds à gestion active. Ces fonds investissent avec flexibilité dans un large éventail de classes d'actifs, de manière à répartir le risque. On en distingue deux catégories: ceux qui ont pour vocation première de générer des revenus réguliers et ceux qui recherchent les opportunités, dans le cadre de la politique d'investissement du fonds, via une allocation active des actifs et donc en limitant autant que possible le risque global de marché. Avant de choisir un de ces fonds, nous vous recommandons d'en comparer le concept avec vos objectifs d'investissement personnels. x

A la recherche d'une solution ?

Aux pages 24 à 26, Deutsche Bank vous présente plusieurs solutions permettant de générer un rendement potentiellement supérieur en investissant en euros.

* Les obligations 'Investment Grade' possèdent une notation égale ou supérieure à BBB- chez Standard & Poor's ou équivalente chez Moody's ou Fitch.

DEUTSCHE BANK RENFORCE SON APPROCHE DIGITALE



Comment la numérisation a-t-elle changé la relation entre les clients et les banques ? Et comment Deutsche Bank Belgique y réagit-elle ? Entretien avec Oliwia Berdak de Forrester Research et Achiel Keppens, Head of Direct Channels chez Deutsche Bank Belgique.



OLIWIA BERDAK
FORRESTER RESEARCH

“Le numérique a modifié le comportement des clients. Il a changé la manière dont nous voyageons, achetons, réservons un hôtel, etc. Mais l’essor du numérique change aussi la manière dont nous gérons nos questions financières. Aujourd’hui, 80% des interactions entre un client et sa banque sont digitales. Quelque 25% des Européens gèrent leurs opérations bancaires en ligne”, commence Oliwia Berdak, de Forrester Research.

“Le numérique, c’est bien plus que les sites internet et les apps. Grâce aux nouvelles technologies, chaque client peut se voir proposer un plan financier sur mesure. Ce plan peut être actualisé en permanence. Le client peut aussi interagir en temps réel avec son conseiller financier, ce qui permet à ce dernier de lui proposer des services mieux personnalisés, et donc plus performants”, poursuit Oliwia Berdak.

Aux yeux de Deutsche Bank, le numérique va bien plus loin que la simple automatisation. Deutsche Bank opte pour le numérique pour simplifier la vie de ses clients. Parallèlement, la banque s’appuie plus que jamais sur les conseils financiers personnalisés dispensés dans les Financial Centers. La relation humaine reste donc primordiale. Même dans un environnement financier qui se numérise à la vitesse de l’éclair, le contact personnalisé reste la clé de voûte de la relation entre le client et notre banque.

80% d’interactions numériques

Achiel Keppens, Head of Direct Channels chez Deutsche Bank, constate que les interactions avec les clients se déroulent de plus en plus via les canaux digitaux, et ce depuis le lancement de DB M@X en 2007.

“Aujourd’hui, quatre interactions sur cinq sont numériques. Il est vrai qu’en marge des entretiens personnalisés, Deutsche Bank propose depuis plusieurs années des applications numériques à ses clients. Dès que nous avons établi le Financial ID de nos clients, nous connaissons leurs attentes. Nos clients investisseurs ont accès à un outil de gestion du portefeuille en ligne (via Online Banking), qui leur permet de suivre ce portefeuille au jour le jour. Via un système d’alertes et de notifications, nous les avertissons dès qu’un événement requiert leur attention par rapport aux objectifs définis dans leur Financial ID. Le conseiller dispose des mêmes informations et peut donc leur fournir si nécessaire un conseil additionnel. Chez nous, il existe donc une passerelle évidente entre le ‘numérique’ et le ‘physique’. Pour Deutsche Bank, c’est un atout déterminant.”, souligne Achiel Keppens.

Les progrès technologiques sont souvent assimilés à la fermeture d’agences ou à la compression des coûts. Chez Deutsche Bank, le but est de renforcer la synergie entre les interactions numériques

et physiques. Achiel Keppens: “Deutsche Bank y réfléchit à deux fois avant de lancer une nouveauté numérique. Comme les placements sont une matière sensible et que le contexte boursier est pour le moins tourmenté, le client souhaite disposer d’informations fiables, et non d’une énième app qui ne fait que jeter de la poudre aux yeux. Ce qui importe, c’est le confort d’utilisation et la vision d’ensemble que l’application mobile offre au client.”

Deutsche Bank mise donc avant tout sur la qualité du conseil en investissement, via ses canaux numériques mais aussi via ses Financial Centers qui jouent plus que jamais leur rôle de conseillers. Deutsche Bank renforce aujourd’hui cette synergie en proposant une plateforme à part entière pour les investisseurs, tant online qu’offline. Comme le souligne Forrester Research, le conseil en investissement se prête remarquablement à une telle synergie. Achiel Keppens partage cet avis: “Nous ne lancerons de nouvelles solutions numériques que si elles sont source d’une plus-value dans la relation avec le client et si elles nous permettent de lui offrir un service encore meilleur. Notre plateforme investisseurs en est le meilleur exemple. Elle recueille déjà 40% des transactions sur fonds et 90% des transactions sur actions. Des chiffres qui feraient pâlir d’envie certaines grandes banques.”





Le saviez-vous ?

- Le nombre d'utilisateurs actifs de réseaux sociaux au niveau mondial s'élève à 2,31 milliards.
- Cela représente 31 % de l'ensemble de la population mondiale.
- 1,97 milliard d'utilisateurs consultent les réseaux sociaux à partir de leur smartphone ou tablette.
- Facebook, c'est 1,35 milliard d'utilisateurs actifs chaque mois.
- YouTube, c'est 1 milliard par mois.
- Instagram, c'est 300 millions d'utilisateurs actifs.
- Chaque mois, 255 millions d'utilisateurs sont actifs sur Twitter.
- Sur LinkedIn, 187 millions de personnes utilisent le réseau social pour consulter des CV, des offres d'emploi, lire des posts ou envoyer des messages.
- En Belgique, vous pouvez toucher potentiellement 6,2 millions de personnes via Facebook.
- L'âge moyen sur Facebook et Twitter est de 22 ans.
- L'âge moyen est de 44 ans pour les utilisateurs de LinkedIn.
- 4 milliards de vidéos sont quotidiennement visionnées sur YouTube.

Source : wearesocial.com & stratenet.com

>



Deutsche Bank et les médias sociaux

Cet été, Deutsche Bank a lancé ses Summer Deals. Parmi ces initiatives, une campagne Facebook réservée aux utilisateurs mobiles de ce réseau social. Deutsche Bank se prépare à intensifier son recours aux médias sociaux pour engager le dialogue avec ses clients et prospects. Pourquoi? Avant tout dans un souci d'ouverture et de transparence. Par ailleurs, les autres canaux tels que le

Service Clients restent disponibles par téléphone et via le site internet. Enfin, votre conseiller financier reste à votre disposition dans un Financial Center pour un entretien personnalisé.

Pour vous informer encore mieux et vous permettre d'engager le dialogue, Deutsche Bank est désormais accessible via les principaux médias sociaux. A votre service!

Où nous trouver ?

 **LinkedIn**
www.linkedin.com/company/deutsche-bank-belgium

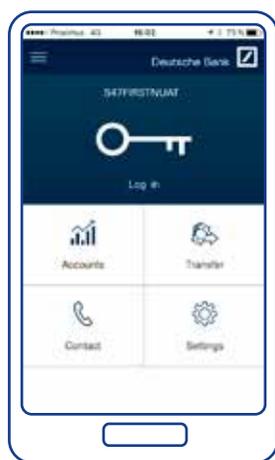
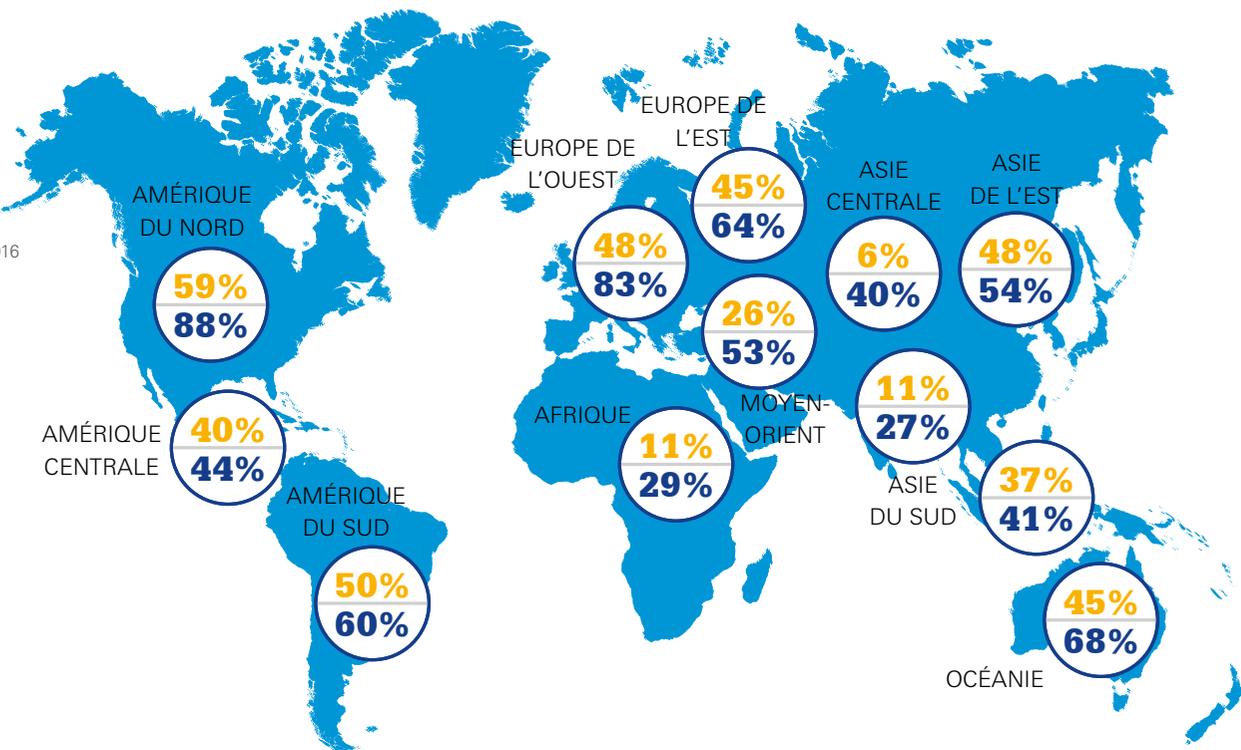
 **Facebook**
facebook.com/deutschebankbe

 **Twitter**
twitter.com/deutschebankbe

 **YouTube**
www.youtube.com/user/DeutscheBankBelgium

- UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX
- UTILISATION D'INTERNET

Source : We are social – Digital in 2016



MyBank désormais disponible pour Android

Consulter le solde de votre compte ou effectuer un virement, c'est possible depuis plusieurs mois via MyBank, l'app mobile banking de Deutsche Bank.

Dans un premier temps, Deutsche Bank a choisi de lancer cette app pour l'iPhone. Depuis début août, MyBank est aussi disponible sous Android.

Deutsche Bank propose par ailleurs la nouvelle fonction 'Compte-titres' dans l'app MyBank. Ce module vous permet de consulter votre compte-titres et les différentes positions au sein de votre portefeuille.

Notre ambition est de continuer à enrichir cette application et d'en faire une plateforme de gestion tant de vos comptes que de vos placements.



SmartPay remplacera-t-il bientôt votre portefeuille ?

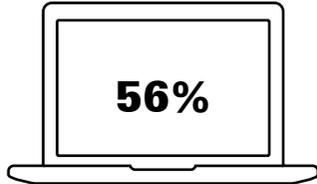
Payer vos achats avec votre carte bancaire, de l'histoire ancienne? Voilà une prédiction qui devrait se réaliser très bientôt, avec l'introduction par Worldline de SmartPay dans l'app Bancontact.

Le principe de SmartPay est simple. Vous payez avec votre smartphone, via l'app Bancontact, en scannant le code QR unique qui vous est présenté par le commerçant. Pour confirmer cet achat, il vous suffit de faire 'OK' lorsque s'affichent le nom du magasin et le montant de la transaction. Dernière étape, introduire votre code pin dans l'app Bancontact. Worldline, le gestionnaire du réseau Bancontact, vous assure que l'ensemble de son réseau mobile acceptera ce type de paiement dès 2017. Quelque 130 grands magasins sont déjà connectés à ce système qui garantit un paiement aussi sécurisé qu'une carte bancaire.



Comment surfons-nous sur Internet ?

ORDINATEURS PORTABLES
ET DE BUREAU



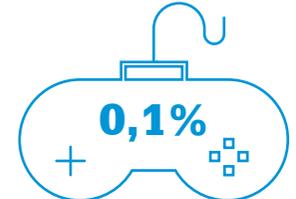
SMARTPHONES



TABLETTES



AUTRES APPAREILS



Source : We are social – Digital in 2016

>



Deutsche Bank vous donne la parole

Deutsche Bank a rencontré trois clients. Trois personnes comme vous et nous, qui n'ont pas hésité à donner ouvertement leur avis. Au menu de ces entrevues, leur vie de tous les jours, mais aussi leur perception de DB Personal. Le résultat? Trois interviews authentiques, sans script imposé ni ligne de conduite.

Joëlle Wattez (Waterloo) est ravie de pouvoir bénéficier depuis 8 ans de l'expertise de sa conseillère DB Personal. "Les résultats sont là pour prouver l'efficacité de l'approche de Deutsche Bank, même en temps de crise. J'ai un bon rapport avec ma conseillère DB Personal. Elle est à l'écoute et possède une connaissance financière approfondie. Quand elle m'explique les choses, c'est très compréhensible, ce qui est très important. Deutsche Bank s'occupe pas mal de ce que le client souhaite. Dans une autre

banque, j'ai eu une mauvaise expérience car mon contact ne s'y connaissait pas du tout, n'avait pas de métier et donc ne pouvait pas m'aider dans mes projets. Je rencontre ma conseillère au moins 3 fois par an, le focus c'est un accompagnement dans la dernière partie de notre vie, pour pouvoir profiter un peu de la vie, mettre de l'argent de côté, etc. Je suis satisfaite de Deutsche Bank et de ma conseillère. Je résumerais notre relation par les mots confiance et sympathie."

Pierre Marchant (Wavre) est client chez Deutsche Bank depuis 15 ans. "Si nous sommes si fidèles à Deutsche Bank, c'est en raison de la transparence et du faible coût de ses services, très certainement en comparaison avec d'autres banques. Avec Deutsche Bank, nous avons accès aux grands acteurs du marché mondial. C'est un atout incomparable. Les frais

d'entrée de nombreux produits financiers y sont nuls, ce qui est aussi important. Toujours bon à prendre, le personnel est très compétent, serviable et cordial. Voilà, en quelques mots, les grands atouts de Deutsche Bank."

Marie-Christine Tonet (Woluwé-Saint-Lambert) fait confiance à Deutsche Bank depuis une quinzaine d'années. "C'est un ami qui m'a conseillé Deutsche Bank. Dès le début, le contact a été excellent. Les collaborateurs de la banque sont très sympathiques et professionnels. C'est un plaisir de passer à l'agence."

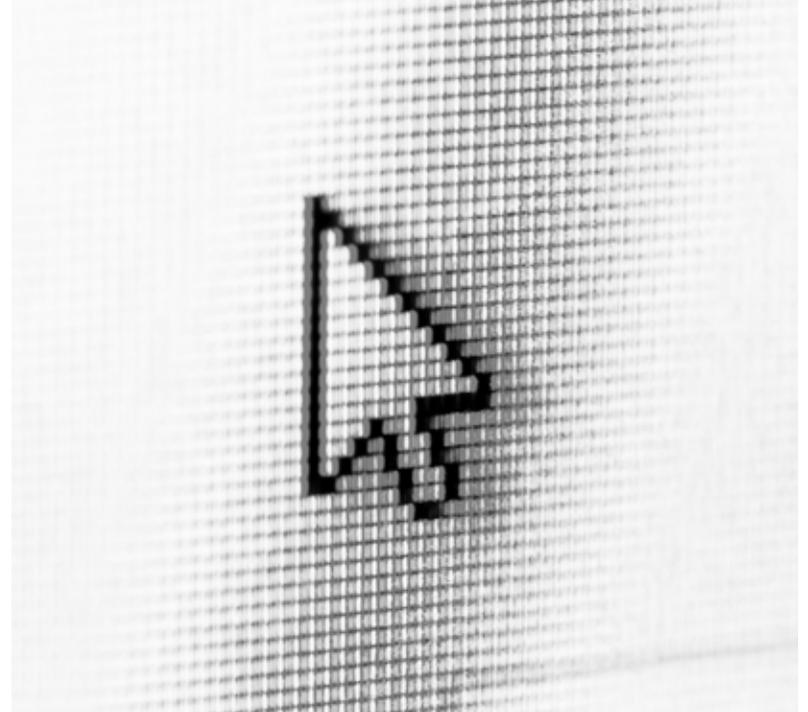
Info

Scannez ce code QR et découvrez les témoignages de ces trois clients DB Personal sur deutschebank.be/votrevie



Saviez-vous que Deutsche Bank Group :

- // A ouvert un 'Innovation lab' dans la Silicon Valley ?
- // Ce laboratoire a pour mission de concevoir de nouveaux processus, produits et services, et d'en accroître l'efficacité.
- // Il existe déjà deux Deutsche Bank Labs: l'un à Berlin et l'autre à Londres.
- // Via Ces Labs, la banque souhaite nouer des relations avec les start-ups numériques.
- // Deutsche Bank va investir 1 milliard d'euros dans le numérique durant les cinq prochaines années.



Pourquoi choisir Deutsche Bank pour vos placements ?

Pourquoi est-il si intéressant d'investir via Deutsche Bank? Une nouvelle vidéo vous l'explique en détail: vous bénéficiez de conseils financiers en fonction de Financial ID (votre identité financière spécifique), vous avez accès à un large éventail de solutions financières, vous bénéficiez des meilleures conditions sur le marché, le tout en disposant d'outils spécialisés tels que l'app MyBank ou Portfolio Manager (Online Banking).

Info

Scannez ce code QR et visionnez cette vidéo sur [deutschebank.be/pourquoi](https://www.deutschebank.be/pourquoi)



Nouveau look pour la page Actu & Conseils

Les clients de Deutsche Bank ne tarissent pas d'éloges quant à la qualité des conseils qui leur sont prodigués par leur conseiller financier. Pour vous informer encore mieux et être encore plus proactif, la banque a récemment inauguré une nouvelle page sur [deutschebank.be](https://www.deutschebank.be), intitulée 'Actu & Conseils'. Cette rubrique vous propose notamment les analyses de l'actualité financière, telles que les conséquences du récent Brexit. Vous pouvez également y consulter une sélection d'articles de presse consacrés à Deutsche Bank.

Rendez-vous sur

[deutschebank.be/actu](https://www.deutschebank.be/actu)

COMMENT OBTENIR DU RENDEMENT EN PÉRIODE DE FAIBLES TAUX ?

Les produits à taux fixe (obligations, bons d'Etat, comptes d'épargne classiques...) ne rapportent que très peu. Même dans un contexte difficile de taux anémiques, Deutsche Bank peut proposer différents types de solutions. Entretien avec Anthony Van Impe, Head of Product Management.

Dans cette édition, nous nous focalisons plus spécifiquement sur l'offre de produits structurés, des solutions d'investissement innovantes que Deutsche Bank Belgique propose à sa clientèle depuis de nombreuses années.

Quel est l'objectif des produits structurés ?

Anthony Van Impe : "Dans son offre, Deutsche Bank propose chaque mois à ses clients quatre à six produits structurés poursuivant des objectifs différents. Ceux-ci peuvent offrir une réponse aux investisseurs qui souhaitent voir leur argent fructifier même en période de faibles taux ou qui souhaitent obtenir un revenu régulier. Les investisseurs disposent donc d'un large choix de solutions et peuvent anticiper différentes stratégies (par exemple des taux à la hausse, des marchés à la hausse, etc.) pour atteindre un ou plusieurs objectifs.



Un produit structuré peut être soit un 'titre de dette structuré', soit un 'instrument dérivé'. À l'échéance, l'émetteur d'un titre de dette structuré s'engage à rembourser le capital investi (hors frais et sauf en cas de faillite ou de risque de faillite de l'émetteur). En cas d'instruments dérivés, l'émetteur ne s'engage, en revanche, pas à rembourser l'entièreté du capital investi (hors frais) à l'échéance. Les produits structurés sont des instruments complexes pour lesquels une certaine connaissance et expérience sont requises.



Étant donné la faiblesse des taux, le client est davantage prêt à investir dans un produit structuré car le coût d'opportunité est très limité

Deutsche Bank a de nombreux clients qui souhaitent protéger leur argent peu importe les circonstances de marché et désirent en obtenir un revenu régulier. Les titres de dette structurés peuvent

également constituer une solution pour eux, car ils offrent une protection du capital.

Même avec des marchés financiers et des taux bas tels qu'on les connaît actuellement ?

“Dans les circonstances de marché actuelles, il est très difficile, mais pas impossible, de proposer une solution pour un profil défensif qui offre en même temps un rendement positif. En cette période d'incertitude (marchés boursiers volatils, risques politiques



Coût d'opportunité ?

La différence entre le rendement du produit financier en question dans un scénario négatif, comparé à l'alternative sur le marché du même émetteur avec un taux fixe (p. ex. le rendement d'une obligation avec un coupon fixe émise par le même émetteur avec la même durée).



Quels types de produits structurés Deutsche Bank propose-t-elle ?

	Quoi ?	Pourquoi ?
Produit de taux	Lié à l'évolution d'un taux d'intérêt.	Pour générer un revenu régulier par le biais d'un coupon fixe ou variable quand les taux d'intérêt augmentent.
Produit lié aux marchés boursiers	Lié à la prestation d'un indice, comme par exemple l'Euro Stoxx 50 (indice qui se compose des 50 plus grosses capitalisations boursières de la zone euro).	Pour pouvoir profiter d'une augmentation éventuelle de l'indice d'actions, éventuellement combiné à une protection complète ou partielle du capital et, le cas échéant, la génération d'un revenu régulier.
Produit lié aux fonds	Lié à la prestation d'un fonds.	Pour pouvoir profiter d'une augmentation éventuelle de la valeur du fonds, éventuellement combiné à une protection complète ou partielle du capital et, le cas échéant, la génération d'un revenu régulier.
Produits en devises étrangères	L'un des produits tels décrits ci-dessus, mais exprimé dans une devise étrangère.	Pour diversifier les devises au sein d'un portefeuille d'investissements.

Quelles sont les caractéristiques d'un produit structuré ?

- ✓ Il est déjà possible d'investir à partir de 1.000 euros, en fonction du type de produit.
- ✓ Le coût d'opportunité est bas.
- ✓ Un rendement potentiellement plus élevé qu'un compte d'épargne ou une obligation.
- ✓ Différents horizons de placement possibles.
- ✓ Possibilité de choisir des produits avec une protection de capital.
- ✓ Possibilité de choisir des produits offrant un revenu régulier.
- ✓ Architecture ouverte proposant également des produits d'autres institutions financières. Vous avez ainsi la possibilité de répartir le risque de crédit entre différents émetteurs.

› en Europe, politique divergente des banques centrales...), de plus en plus d'investisseurs souhaitent opter pour un produit lié aux marchés boursiers. Et ce, tout en souhaitant se protéger des fluctuations et des risques inhérents à ces marchés. Une solution envisageable est de choisir un titre de dette structuré avec une fonction appelée *look back*. De cette manière, un investisseur peut profiter de façon optimale d'un rendement potentiel en définissant le niveau de départ du sous-jacent comme niveau le plus bas pendant une période déterminée au début de la durée du produit structuré."

Comment expliquer le regain d'intérêt pour les produits structurés ?

"Par le passé, les taux des comptes d'épargne et des obligations étaient beaucoup plus élevés : en 2007-2008, ils s'élevaient encore souvent à 4 à 5%. Supposons qu'un produit structuré

génère chaque année 0% sur la base de la prestation du sous-jacent tandis que le taux d'un compte d'épargne est par exemple de 4%, un investisseur perdrait alors 4%. Le coût d'opportunité était donc beaucoup plus élevé auparavant par rapport à maintenant, étant donné que les taux sont proches de zéro, voire même négatifs aujourd'hui", déclare Anthony Van Impe. x

Plus d'informations ?

Tous les produits de notre gamme actuelle sont disponibles sur deutschebank.be/solutions
Pour des informations supplémentaires, votre conseiller se tient à votre disposition dans votre Financial Center.



Fidelity Funds –
Global Multi Asset Income Fund
A-QINCOME(G)-Euro (hedged)
Géré par FIL Investment Management
(Luxembourg) SA

COMMENT GÉNÉRER DES REVENUS DANS LE CONTEXTE ACTUEL ?

Global Multi Asset Income Fund est un compartiment de la SICAV Fidelity Funds qui s'adresse aux investisseurs qui souhaitent obtenir potentiellement un revenu régulier de leurs placements. L'approche diversifiée du compartiment se concentre en effet sur les dividendes et les coupons.

Aujourd'hui, l'investisseur qui souhaite tirer un revenu régulier de son argent pour compléter son pouvoir d'achat se trouve face à un dilemme : d'une part, les actifs qui étaient traditionnellement privilégiés pour poursuivre une telle stratégie (par exemple les obligations de qualité) affichent des rendements historiquement bas ; de l'autre, en visant les actifs potentiellement plus rémunérateurs

(obligations 'Speculative Grade*', dette des marchés émergents, etc.), l'investisseur particulier s'aventure sur un terrain glissant qui nécessite une véritable expertise des marchés pour ne pas perdre pied.

Taux négatifs

Les incertitudes qui planent toujours sur les marchés poussent massivement les investisseurs vers les actifs réputés de qualité, en l'occurrence les obligations qui bénéficient des meilleurs ratings. Conséquence inévitable de cet engouement : plus une obligation est sollicitée par les marchés, plus le rendement qu'elle propose plonge. Ce phénomène est accentué par la politique monétaire accommodante des banques centrales qui gardent leurs taux à des niveaux plancher dans l'espoir de relancer la machine économique.

Conséquence immédiatement visible pour les investisseurs : une obligation

Fidelity Funds – Global Multi Asset Income Fund vise principalement à générer et à distribuer des revenus

de qualité qui affiche un taux négatif est presque devenue banale. Le taux belge à 5 ans a ainsi un rendement négatif d'environ -0,50% (source : Bloomberg). Il faut se tourner vers une échéance d'au moins 9 ans pour obtenir un rendement positif sur la dette belge ! En Allemagne, le Bund est encore moins généreux : début juillet, 90% des obligations émises par l'Etat allemand offraient un rendement négatif, 73% un taux inférieur à -0,40% (source : Bloomberg)!

Où est le rendement ?

Dans un environnement aussi peu rémunérateur, la croissance doit se chercher auprès d'actifs plus risqués. Mais la >



Pourquoi choisir un fonds mixte générateur de revenus ?

Les fonds mixtes générateurs de revenus offrent plusieurs avantages :

- 1 / Ils ont la possibilité de distribuer éventuellement (chaque mois, chaque trimestre ou chaque année) la majorité des coupons et dividendes potentiellement encaissés.
- 2 / Les revenus distribués sont définitivement acquis par l'investisseur.
- 3 / Ils multiplient les sources potentielles de revenus, que ce soit au niveau des classes d'actifs (actions, obligations) ou des zones géographiques ou encore des secteurs. Une plus grande diversification assure alors une meilleure stabilité des revenus générés.
- 4 / La diversification des classes d'actifs permet de construire des performances potentielles qui perdurent dans le temps. En effet, il est très peu probable qu'une seule classe d'actifs réplique d'excellentes prestations d'année en année. Une approche diversifiée permet de lisser les effets de la volatilité de ces différentes classes d'actifs.

↳ tâche est extrêmement périlleuse pour un investisseur particulier. Les actions qui distribuent des dividendes ne sont pas les plus simples à dénicher. Il faut en outre s'assurer que ce dividende reste à la fois appréciable... et soutenable. Du côté des obligations, le rendement doit se chercher auprès des obligations High Yield, dites 'Speculative Grade*'. Ici aussi, la tâche s'avère ardue, car ces titres présentent un niveau de risque plus élevé. Enfin, les obligations des marchés émergents peuvent à première vue se révéler attractives. Mais celles-ci peuvent receler de bien mauvaises surprises pour ceux qui n'y prennent pas garde, notamment au niveau de l'inflation ou du taux de change.

Une approche 'multi-actifs'

Quels actifs privilégier dans l'environnement actuel ? Une enquête économique menée par FIL Investment Management (gestionnaire du compartiment Fidelity Funds – Global Multi Asset Income Fund) a mis en lumière un schéma de comportement simple et récurrent. Les changements intervenant au niveau de l'inflation et de la croissance économique sont liés en un schéma qui fonctionne par vagues opposées. Les actions et obligations d'entreprises de différents secteurs ou régions géographiques connaissent des périodes florissantes et des périodes difficiles en fonction de la phase dans laquelle se trouve l'économie globale.

Il apparaît évident que des investissements dans un seul secteur à un moment inopportun peuvent entraîner de sérieuses pertes, qui ne seront amorties qu'après plusieurs années. Il est même tout à fait possible que les meilleures classes d'actifs d'une certaine année réalisent les moins bonnes performances l'année suivante.

Une combinaison de différentes classes d'actifs réduit dans une large mesure la volatilité globale et, par conséquent, le risque d'un portefeuille.

Faire appel à des spécialistes

Pour tirer votre épingle du jeu dans le contexte actuel, la meilleure stratégie consiste encore et toujours à faire confiance à de vrais spécialistes des marchés tels que les gestionnaires du compartiment Fidelity Funds – Global Multi Asset Income Fund. Ce compartiment mixte vise principalement à générer et à distribuer si possible des

Une approche 'multi-actifs' réduit dans une large mesure la volatilité globale

revenus. Les gestionnaires sélectionnent des actions sur la base de leur rendement sur dividende. Ils optent également pour des obligations 'Speculative Grade*' ainsi que pour des obligations des pays émergents, qui distribuent des coupons potentiellement élevés. Il sélectionne également des investissements alternatifs qui génèrent des revenus. Les principaux sont des actifs fournissant une exposition à l'immobilier ou aux infrastructures.

Le compartiment s'efforce de distribuer trimestriellement sous forme de dividendes la majorité des revenus éventuellement produits par ces investissements. x

*Des obligations 'Speculative Grade' distribuent de hauts coupons s'accompagnant, en contrepartie, d'un risque de défaut de paiement de la part de l'entreprise émettrice. Les titres 'Speculative Grade' sont ceux qui ont reçu un rating inférieur à BBB- par Standard & Poor's ou un rating équivalent chez Moody's ou Fitch. Pour plus de détails sur les ratings, consultez le site deutschebank.be/notation.

Quelques définitions utiles

Volatilité : désigne le degré d'incertitude ou de risque lié à l'ampleur de la variation du cours d'un actif financier. D'une manière générale, plus la volatilité d'un actif est élevée, plus cet actif est risqué.

Fonds : le terme 'fonds' est l'appellation commune pour un Organisme de Placement collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS), et prendre diverses formes juridiques (SICAV, FCP etc). Un OPC peut comporter des compartiments.

Marchés émergents : des pays ou des régions qui ont un problème de retard dans leur développement économique, mais pour lesquels une croissance économique rapide est attendue.

FIDELITY FUNDS – GLOBAL MULTI ASSET INCOME FUNDS A-QINCOME(G)-EURO (HEDGED) (FIL INVESTMENT MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.)

Visé à dégager des revenus et une croissance modérée du capital sur le moyen à long terme. Investit sur une large gamme de marchés du monde entier fournissant une exposition aux obligations de qualité 'investment grade', aux obligations à haut rendement, aux obligations des marchés émergents ainsi qu'aux actions de sociétés. Un maximum de 10% des actifs peut être investi dans des parts d'autres fonds d'investissement. Un maximum de 50 % des actifs peut être investi dans des obligations d'Etat internationales. Un maximum de 30 % peut être investi dans des actifs fournissant une exposition à l'immobilier. Un maximum de 30 % peut être investi dans des actifs fournissant une exposition aux infrastructures. Dans des conditions de marché normales, le Compartiment peut investir jusqu'à 100 % de son actif dans des obligations internationales investment grade, jusqu'à 50 % dans des actions internationales, jusqu'à 50 % dans des obligations des marchés émergents et jusqu'à 60 % dans des obligations internationales à haut rendement. Dans un environnement de marché défavorable, le Compartiment peut détenir plus de 10 % de liquidités, d'instruments du marché monétaire et de fonds du marché monétaire. Peut investir en obligations émises par des États, des sociétés et autres entités. Peut utiliser des dérivés pour réduire les risques ou les coûts ou pour générer du capital ou des revenus supplémentaires selon le profil de risque du Compartiment. Le Compartiment est entièrement libre de ses choix en termes d'investissements dans le cadre de ses objectifs et politiques d'investissement. La couverture de change vise à réduire le risque de perte par rapport à des variations de change défavorables sur les actifs libellés en devises autres que la devise de transaction. La couverture limite également les gains de change potentiels. Le revenu est distribué aux actionnaires à partir du revenu d'investissement brut la plupart du temps. Le Compartiment vise à maintenir une distribution par action stable dans la mesure du possible. La distribution est variable en fonction des circonstances économiques ou autres et de la capacité du Compartiment à proposer des distributions stables sans impact à long terme, positif ou négatif, sur son capital. Par conséquent, le Compartiment pourra effectuer un prélèvement occasionnel sur le capital en vue d'opérer le versement du revenu. Les actions peuvent être achetées et vendues chaque jour ouvré du Compartiment. Ce Compartiment pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de vendre leurs

actions du Compartiment dans les 5 ans. Un investissement dans le Compartiment doit être considéré comme un placement à long terme.

Classe	Distribution
ISIN	LU0987487419
Devise	EUR
Nature juridique	Compartiment de la SICAV de droit luxembourgeois Fidelity Funds
Lieu de publication de la VNI	www.beama.be
Souscription minimale	1 part auprès de Deutsche Bank
Frais d'entrée	Max 5,25% – 0% chez Deutsche Bank
Frais de sortie	0%
Frais courants	1,66%
Pays d'origine	Luxembourg
Maturité	pas de limite
Taxe de Bourse à l'entrée	0%
Taxe de Bourse à la sortie	0%
Précompte mobilier	<ul style="list-style-type: none"> • dividende 27% • rachat 27%. Si le compartiment investit plus de 25% de ses avoirs dans des titres de créance, l'investisseur supporte un précompte mobilier de 27% calculé sur les revenus provenant, sous forme d'intérêts, plus-values ou moins-values, de ces investissements en titres de créance.
SRRI	4

Profil de risque et de rendement

← Rendement potentiellement plus faible

Rendement potentiellement plus élevé →

← Risque plus faible

Risque plus élevé →

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

L'indicateur de risque synthétique donne une indication du risque lié à l'investissement dans un organisme de placement collectif. Il situe ce risque sur une échelle allant de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). La catégorie de risque la plus basse n'est pas synonyme d'investissement sans risque. Il est basé sur des données historiques et pourrait ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque indiquée n'est pas garantie et peut changer avec le temps.

RISQUES ASSOCIÉS AU FONDS

Le fonds est exposé à différents risques. Vous retrouverez une description détaillée de ces risques dans le prospectus de vente disponible sur le site www.deutschebank.be

RISQUE DE CRÉDIT

Le fonds peut investir une partie de ses actifs dans des obligations. Les émetteurs de ces obligations peuvent par exemple devenir insolubles, supprimant alors tout ou une partie de la valeur des obligations.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Un risque de liquidité existe lorsque des investissements spécifiques sont difficiles à vendre ou à acheter. Ceci pourrait réduire les rendements du Compartiment en cas d'incapacité de conclure des transactions à des conditions favorables.

RISQUE DES PRODUITS DÉRIVÉS

Il s'agit du risque de perte afférent à un instrument lorsqu'une faible variation de la valeur de l'investissement sous-jacent peut avoir un impact plus marqué sur la valeur de cet instrument. Les produits dérivés peuvent s'accompagner de risques de liquidité, de crédit et de contrepartie supplémentaires.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de perte résultant de fluctuations des taux de change ou de la réglementation de contrôle des changes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Avant de souscrire, vous avez l'obligation de prendre connaissance du prospectus et de l'informations clés pour l'investisseur. Nous vous invitons également à lire le prospectus et les derniers rapports périodiques de la SICAV/compartiment. Ces documents sont disponibles sur notre site www.deutschebank.be et peuvent également être consultés gratuitement dans les

RISQUE DE CONTREPARTIE

Le fonds peut conclure différentes opérations avec des partenaires contractuels. Or, si une contrepartie devient insolvable, il se peut qu'elle n'acquiesse plus ses créances à l'égard du fonds ou qu'elle n'en acquiesse qu'une partie.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit du risque lié aux investissements effectués par le Compartiment conformément à sa politique d'investissement. Ces positions détenues en portefeuille sont soumises au risque de perte ou de dévaluation. Ces pertes ou dévaluations sont la conséquence des variations de prix (cours, taux) de ces investissements.

RISQUE OPÉRATIONNEL ET RISQUE DE CONSERVATION

Le fonds peut être victime de fraude ou d'autres actes criminels. Il peut subir des pertes du fait de malentendus ou d'erreurs de collaborateurs de la société d'investissement ou de tiers externes ou des dommages découlant d'événements externes tels que des catastrophes naturelles. La conservation des actifs, notamment à l'étranger, peut s'accompagner d'un risque de pertes résultant de l'insolvabilité, d'enfreintes au devoir de diligence ou du comportement abusif du dépositaire ou d'un sous-dépositaire.

agences de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles (en tant que distributeur) et auprès du service financier. Pour toute plainte vous pouvez vous adresser à notre service 'Client Solutions' Tel. +32 2 551 99 35 ; Fax +32 2 551 62 99 ; Email : service.clients@db.com ou à l'OMBUDSFIN : Tel. +32 2 545 77 70 ; Fax +32 2 545 77 79 ; Email : ombudsman@ombudsfm.be, www.ombudsfm.be.



PROFITEZ DE VOTRE RÉSIDENCE SECONDAIRE EN TOUTE QUIÉTUDE

Fuir l'hiver en Toscane?
Passer chaque week-end à
la côte belge? L'achat d'une
résidence secondaire permet
de transformer ces rêves
en réalité. Mais comment
s'y prendre?

Les Belges sont de plus en plus nombreux à s'offrir une résidence secondaire. En 2015, quelque 2.907 de nos compatriotes – un record – se sont offert une maison ou un appartement en Espagne, plus de 3,5 fois plus qu'en 2010. Les Belges trônent ainsi à la 4^e place du classement international des acquéreurs de biens immobiliers en Espagne. Seuls les Britanniques, les Français et les Allemands en achètent davantage en termes absolus. C'est ce que révèlent les statistiques des bureaux d'enregistrement espagnols qu'Azull, leader en Belgique du marché immobilier ibère, a pu consulter. L'Espagne n'est toutefois pas le seul

pays populaire chez nous: selon les statistiques de WES Research & Strategy, les Belges étaient propriétaires de 275.000 résidences de vacances l'an dernier tant en Belgique qu'à l'étranger. Chaque propriétaire de résidence secondaire a ses propres motivations: une passion pour un lieu de villégiature, une future résidence principale en vue de la retraite ou tout simplement un placement dans l'immobilier locatif. C'est précisément cette diversité qui fait d'une résidence secondaire le rêve de nombreux Belges. "Plusieurs aspects doivent cependant être pris en compte lorsque l'on achète une résidence de ce type", prévient Alain Van Geel, avocat chez Tiberghien. "Surtout à l'étranger, il



DAIRE

est préférable de bien s'informer et de se faire accompagner."

Titre de propriété et fiscalité

Le premier point délicat, lors de l'achat d'un bien immobilier à l'étranger, est l'incertitude concernant le titre de propriété. En Belgique, il semble logique qu'un notaire mène à bien le transfert de propriété et réalise au préalable les recherches nécessaires. Lorsque vous achetez un terrain ou une maison, vous êtes par conséquent certain d'en être le propriétaire légitime. "Ce n'est pas aussi évident partout", signale Alain Van Geel. "Le rôle du notaire diffère selon le pays. En Turquie, en Espagne, en Italie et au Portugal, un notaire ne vérifie pas

toujours avec soin l'origine de la propriété ou ne s'occupe pas automatiquement de l'enregistrement de l'acte d'achat. Je reçois régulièrement des personnes qui ont été confrontées à des problèmes en la matière: leur achat immobilier s'est avéré a posteriori grevé de toutes sortes de droits et de dettes. Si vous achetez à l'étranger, assurez-vous que le titre de propriété est parfaitement en ordre."

Autre élément à prendre en compte: la fiscalité. Dans ce domaine aussi, il existe d'importantes différences. "Vous avez cinq questions à vous poser en matière de fiscalité avant chaque achat, et ce, tant à l'étranger qu'en Belgique", précise Alain Van Geel. "Qu'en est-il de l'impôt sur les revenus? Les plus-values >

3 conseils de Deutsche Bank

- 1 /** Si vous achetez un bien immobilier à l'étranger, soyez toujours certain à 100% que ce bien n'est pas grevé de dettes ou d'autres droits. Pour ce faire, vous ne pourrez pas compter sur l'aide du notaire dans tous les pays.
- 2 /** Lors de l'achat d'une résidence secondaire, réfléchissez également à la manière dont vous procédez dans une optique de planification patrimoniale. Envisagez par exemple une donation avec réserve d'usufruit ou un achat scindé.
- 3 /** Lors d'un achat à l'étranger, informez-vous également des conséquences fiscales.

Profiter sans souci d'une seconde résidence ?

En optant pour la bonne solution de financement, vous concrétiserez peut-être vos rêves plus rapidement. Découvrez les conseils de Deutsche Bank et recevez votre entrée gratuite pour la Second Home Expo, qui se tiendra du 1^{er} au 3 octobre à Brussels Expo. Le salon par excellence pour tous ceux qui rêvent d'une seconde résidence.

Téléchargez votre entrée gratuite sur deutschebank.be/secondhome

- › sont-elles taxées? Existe-t-il un impôt sur la fortune? Quid des frais et autres droits liés aux achats de biens immobiliers? Et quels sont les droits de succession? N'oubliez pas non plus de prendre en compte la combinaison des règles

étrangères et belges. Ainsi, le fait que le Portugal ne connaisse pas les droits de succession incite certains à penser qu'ils peuvent y acquérir une résidence secondaire à leur nom et que leurs enfants ne devront payer aucune taxe à leur décès. Ils oublient que cette habitation au Portugal fera partie de la succession pour le fisc belge, et que ce dernier établira donc des droits de succession sur l'habitation.

Planification patrimoniale

L'achat d'une résidence secondaire s'effectue généralement à un moment où l'on commence à réfléchir à sa planification patrimoniale. Laquelle a également un impact sur la manière dont il convient d'acheter la résidence secondaire. Imaginez que des parents acquièrent une résidence secondaire à leur nom: les enfants devront s'acquitter de droits

Une résidence secondaire peut représenter une part importante de la succession

Alain Van Geel, advocaat Tiberghien

de succession sur cette habitation à leur décès. Pour l'éviter, les parents choisissent souvent de faire don de la résidence secondaire à leurs enfants en s'en réservant l'usufruit. La résidence secondaire appartient alors aux enfants, tandis que les parents peuvent continuer à l'occuper ou en percevoir les revenus locatifs.

Autre possibilité: impliquer immédiatement les enfants dans l'achat de la résidence secondaire via un "achat scindé". Dans ce cas, les parents achètent l'usufruit et les enfants la nue-propriété. Les premiers auront par ailleurs pris soin de faire don, aux seconds, de l'argent nécessaire pour financer la nue-propriété. "On sait qu'une maison secondaire peut représenter une part importante de la succession, il est donc utile de réfléchir aux possibilités d'en optimiser l'acquisition", conclut Alain Van Geel. x

DB Investment Loan est un crédit à la consommation sous la forme d'un prêt à tempérament. Prêteur: Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, 60325 Frankfurt am Main, Germany, HR/RC Frankfurt am Main/Francfort-sur-le-Main. HRB nr. 30000. Deutsche Bank AG Bijkantoor Brussel/Succursale de Bruxelles, avenue Marnixlaan 13-15, 1000 Brussel/Bruxelles, België/Belgique, RPR/RPM Brussel/Bruxelles, BTW/TVA BE0418.371.094



Attention,
emprunter
de l'argent
coûte aussi de
l'argent.



“Une solution de financement adéquate peut vous permettre de réaliser plus rapidement vos rêves”

MICHEL VAN DEN HEUVEL, REGIONAL HEAD OF DISTRIBUTION CHEZ DEUTSCHE BANK BELGIQUE

“Chacun a un rêve qu'il souhaite réaliser un jour: profiter du soleil dans une résidence secondaire, sillonner le pays à bord d'un cabriolet vintage, créer sa propre entreprise... Avec la solution de financement adéquate, vos rêves peuvent peut-être se réaliser plus vite que vous ne le pensez”, affirme Michiel van den Heuvel, Regional Head of Distribution chez Deutsche Bank Belgique.

À cette fin, la banque a développé le prêt à tempérament DB Investment Loan. Imaginez que vous désiriez financer vous-même l'achat d'une résidence secondaire: vous devrez sans doute vendre une partie de votre portefeuille de placements. “Ce serait dommage, surtout dans les conditions actuelles”, estime Michiel van den Heuvel.

”Avec le niveau actuel des taux, il est possible de couvrir le coût d'un emprunt avec le rendement tiré d'un portefeuille de placements.”

Avec le DB Investment Loan, les clients satisfont un besoin de financement tout en conservant leur portefeuille. Le principe? La totalité du montant que vous empruntez est couverte par le compte-titres (et d'éventuels avoirs sur un compte en espèces). “Le compte-titres constitue en d'autres termes la garantie de l'emprunt”, prolonge Michiel van den Heuvel. “Le portefeuille est analysé et évalué selon la qualité, l'échéance, la volatilité et le niveau de risque de chaque investissement dont il est constitué. La valeur du portefeuille, la garantie, détermine le montant maximal qui peut être emprunté.”

Pour le remboursement de l'emprunt, il existe deux formules. Les clients qui optent pour un prêt à tempérament “bullet” ne paient périodiquement que les intérêts, le capital étant remboursé en une seule fois à l'échéance de l'emprunt. Cette formule est possible pour des emprunts de six mois à cinq ans. Dans le cas du prêt à tempérament classique, le client rembourse des intérêts et une partie du capital chaque mois. Cette formule est disponible pour les emprunts dont l'échéance est comprise entre un et dix ans. “Le DB Investment Loan est réservé aux clients DB Personal et Private Banking qui possèdent un portefeuille d'au moins 100.000 euros”, précise encore Michiel van den Heuvel.



Team Advisory Portfolio Management

UN COPILOTE POUR VOS PLACEMENTS

Comme un capitaine de vaisseau, vous tenez à prendre la décision finale pour vos investissements? Mais vous souhaitez malgré tout bénéficier des conseils avisés d'un commandant en second? Dans ce cas, l'équipe Advisory Portfolio Management du Private Banking est assurément le partenaire qu'il vous faut.

Début août. Alors que les bourses sont plongées dans une douce torpeur estivale, pas question de vacances pour l'équipe Advisory Portfolio Management (aussi appelée gestion conseil). Toutes les informations disponibles sont analysées avec le plus grand soin. Une hausse d'objectif de cours, l'émission d'une nouvelle obligation, la chute inattendue des cours du pétrole... L'équipe des gestionnaires de portefeuille veille au grain. Leur leitmotiv : cet événement peut-il être converti en opportunité dans les portefeuilles des clients ?

L'équipe des gestionnaires de portefeuille (Senior Portfolio Managers) se compose de Jean-Marc Colyn, Robert Coppieters, Frederic Van Parijs et leur chef d'équipe Patrice Gensse. Ils affichent chacun au moins 15 ans d'expérience, dans différentes fonctions : gestionnaire de portefeuille, gestionnaire de fonds, analyste financier, etc. Ils

opèrent en équipe et cogèrent les portefeuilles avec leurs clients respectifs.

A quel type de clients vos services s'adressent-ils?

Patrice Gensse : "Chez Deutsche Bank, la gestion conseil est une des formes de gestion proposées par le Private Banking, accessible aux clients dont les avoirs sont supérieurs à 1.000.000 d'euros. Le nombre de clients par gestionnaire de portefeuille est volontairement restreint, permettant ainsi un service hautement personnalisé. De manière générale, le client qui opte pour la gestion conseil s'intéresse à l'évolution des marchés et suit de très près la gestion de son portefeuille. Il souhaite notamment pouvoir s'appuyer sur un expert pour l'aider à construire et suivre son portefeuille selon les objectifs et le profil de risque définis avec son Private Banker. Le Portfolio Manager formule des

recommandations personnalisées, en ligne avec la stratégie de la banque et peut aussi conforter le client dans certains choix plus personnels. A la différence de la gestion discrétionnaire, le client s'implique ici davantage dans la gestion de son portefeuille. Il discute avec son Portfolio Manager de l'allocation des actifs et des risques, il formule ses desideratas et marque clairement son empreinte dans le portefeuille. A l'image du commandant de bord secondé par son copilote, le client garde la maîtrise des décisions d'investissement."

Ce concept nécessite sans doute un niveau élevé de confiance ?

"C'est exact. D'ailleurs, un client n'est pas associé au hasard à un des experts de l'équipe. C'est en concertation avec son Private Banker que l'adéquation idéale est recherchée. Par exemple, le client ayant un profil de risque agressif et qui se livre volontiers à du *stock picking* (qui fait le choix d'investir dans des actions individuelles, ndlr) en actions volatiles ne sera pas associé à un gestionnaire de portefeuille plus défensif par nature. Les Advisory Portfolio Managers et les Private Bankers travaillent donc en étroite collaboration.

Ceci dit, nous nous adaptons également au profil du client, et notamment à sa tolérance au risque, que ce soit de

Notre conseil se fonde toujours sur l'intérêt du client et il est absolument impartial. Deutsche Bank a développé l'architecture ouverte dans ce sens

manière absolue ou de manière ponctuelle. Par exemple, si un investisseur très dynamique veut vendre toutes ses actions et placer temporairement ses avoirs exclusivement en produits défensifs, nous n'y voyons aucun inconvénient. Nous traçons une voie, mais si le client préfère prendre une autre route, nous appliquons ses décisions, non sans lui indiquer au préalable les avantages et inconvénients potentiels. Enfin, nous sommes régulièrement en contact avec nos clients. Au fil du temps, une confiance mutuelle s'installe et le client garde toujours le dernier mot. C'est à lui de décider s'il suit ou non nos conseils."

Comment cela fonctionne-t-il en pratique ?

"Nous formulons des recommandations personnalisées sur une base régulière. Une fois le portefeuille construit, nous proposons des arbitrages en fonction des objectifs fixés par le client, de sa tolérance aux risques, de l'évolution des marchés, de la stratégie de la banque. Nous insistons une fois encore sur le fait que la décision finale revient toujours au client. S'il souhaite par exemple que son portefeuille soit composé exclusivement d'actions belges, nous ne le dissuaderons pas mais nous l'inciterons à élargir son champ de vision. Nos clients considèrent cette approche comme une >



JEAN-MARC COLYN,
ROBERT COPPIETERS ET
PATRICE GENSSE DE L'ÉQUIPE
ADVISORY PORTFOLIO MANAGEMENT

› précieuse plus-value : ils aiment être mis au défi. Nos discussions sont souvent très passionnées.”

Sur base de quoi fondez-vous vos avis?

“Sur plusieurs éléments. Tout d’abord, nous sommes en contact quotidien avec les stratégestes, analystes et économistes de Deutsche Bank. Ces experts sont présents sur les différentes régions du monde et nous livrent tous les jours leur vision des marchés locaux, de

Le nombre de clients par gestionnaire de portefeuille est volontairement restreint, permettant ainsi un service hautement personnalisé

l’économie, des entreprises cotées, etc. Bien entendu, nous avons accès à l’expertise tant externe qu’interne, et notamment celle du département ‘Research’ du groupe Deutsche Bank. Ensuite, en Belgique, nous avons la chance de pouvoir nous appuyer sur des experts dans chacune des classes d’actif :

- L’équipe de sélection de fonds choisit parmi la multitude de maisons de gestion les meilleurs élèves dans leur catégorie selon les zones géographiques ou certaines thématiques.



- L'équipe obligataire analyse le risque des émetteurs et le couple risque-rendement pour proposer les meilleures opportunités en obligations.
- L'équipe de produits structurés élabore des produits sur-mesure, en fonction des demandes des clients.
- Concernant les actions individuelles, nous nous réunissons régulièrement avec l'équipe de gestion discrétionnaire pour échanger idées, avis et convictions et débattre ouvertement d'opportunités d'investissement. Nous réalisons des screenings réguliers de sociétés cotées en bourse et analysons leur stratégie et leurs résultats. Nous participons bien sûr aux événements et réunions d'investisseurs. En combinant ces différentes sources d'information, nous disposons d'une vue d'ensemble, qui nous permet de conseiller de manière impartiale nos clients. Sans oublier bien sûr notre propre expérience."

Jusqu'à présent, l'année 2016 a été assez tourmentée. Le signal d'alarme s'est allumé à plusieurs reprises chez de nombreux investisseurs. Quelle est votre attitude lorsqu'un client est pris de panique?

"Une des clés de voûte de notre relation de confiance veut que nous informions nos clients des risques qu'ils courent et ce, pour éviter toute mauvaise surprise. Malgré ces précautions, la panique prend parfois le dessus. Notre rôle consiste aussi à être à l'écoute et à aider nos clients à raisonner leurs émotions. Et si l'un d'entre eux souffre d'insomnies à cause de tel ou tel placement à risque ou allocation, nous lui conseillons tout simplement de réduire le degré de risque de son portefeuille. La tranquillité d'esprit, ça n'a pas de prix. Chacun des Senior Portfolio Managers de l'équipe a plus de quinze ans d'expérience dans le métier. Au fil de ces années, nous avons traversé et surmonté de nombreuses crises. Qu'il s'agisse du Brexit, de la

situation en Turquie ou des présidentielles aux États-Unis, il y aura toujours un événement qui suscitera l'inquiétude. L'année 2016 ne fait pas exception à la règle. Cela étant dit, nous devons rester vigilants, certainement quant aux évolutions à long terme. Prenez la politique monétaire des banques centrales, par exemple. Personne ne peut dire aujourd'hui comment le monde sortira de ce cercle vicieux. D'autre part, c'est précisément cette complexité qui fait notre valeur ajoutée et qui rend notre métier si passionnant. C'est d'ailleurs notre grand point commun avec nos clients Advisory Portfolio Management : les investissements, c'est l'une de nos passions."

En quoi l'approche personnalisée de Deutsche Bank se distingue-t-elle des autres banques ?

"Notre conseil se fonde toujours sur l'intérêt du client et il est absolument impartial. Deutsche Bank a développé l'architecture ouverte dans ce sens. Nous recherchons les meilleurs fonds qui existent auprès de différentes maisons de gestion, et pas uniquement ceux de Deutsche Bank. En outre, lorsque nous estimons qu'un fonds en

À l'image du commandant de bord secondé par son copilote, le client garde la maîtrise des décisions d'investissement

particulier n'est pas pertinent et n'offre pas de valeur ajoutée à l'investissement au sein d'une thématique définie, nous favorisons l'utilisation de trackers¹. Autre atout indéniable, nous pratiquons davantage de *stock picking* que nos concurrents : notre équipe dispose d'une solide expérience en actions et nous faisons appel au groupe Deutsche Bank et à ses nombreux analystes à travers le monde."



Vous êtes intéressé par la gestion conseil ?

N'hésitez pas à prendre contact avec nos services de Private Banking au 02 551 60 30.

¹ Un tracker ou fonds indiciel coté (également appelé ETF pour Exchange-Traded Fund), est un type de fonds de placement en valeurs mobilières reproduisant un indice boursier (un "fonds indiciel"), un actif ou tout simplement une stratégie et négociable en bourse.





DONATIONS: NE LAISSEZ PAS CARTE BLANCHE

Faire don d'une partie de votre patrimoine à vos enfants pour les aider dans la vie: voici une belle idée. Ne laissez pas une myriade d'effets secondaires indésirables la gâcher.

La donation compte parmi les instruments de planification patrimoniale les plus populaires. La plupart des parents veulent simplement aider leurs enfants, par exemple lorsqu'ils achètent une maison. De nombreuses donations cachent une autre motivation, cependant: réduire la facture des droits de succession au moment de l'héritage. "Beaucoup sont effrayés par les taux des droits de succession, une crainte pas toujours justifiée", réagit Alain Van Geel, avocat chez Tiberghien.

De nombreux ménages se font une mauvaise idée des taux maximums des droits de succession. Certes, ils atteignent 65% en Flandre et 80% à Bruxelles et en Wallonie, mais ils ne s'appliquent qu'aux successions entre tiers, et encore: uniquement pour des montants supérieurs à 125.000 euros en Flandre, 75.000 euros en Wallonie et 175.000 euros à Bruxelles. Pour ceux qui héritent en ligne directe, le taux le plus élevé en Flandre se monte à 27% pour la tranche excédant 250.000 euros. à Bruxelles et en Wallonie, c'est 30% à

partir de 500.000 euros. Dans la tranche la plus faible en ligne directe, les droits sont fixés à 3% dans chaque région. En outre, en ligne directe toujours, les biens mobiliers et immobiliers sont imposés séparément en Flandre, chaque fois en commençant du taux le plus bas. "Ceux qui prennent la peine d'analyser leur patrimoine en profondeur arrivent souvent à la conclusion que la facture fiscale d'un héritage n'a finalement rien d'exorbitant", résume Alain Van Geel.

Besoins propres

"Il ne faut pas perdre de vue ses propres besoins", ajoute l'avocat. "Nous vivons plus longtemps et avons donc besoin d'un bas de laine mieux garni pour nos vieux jours. De même, les frais liés aux soins peuvent augmenter. Il n'y a aucun sens à faire don d'une partie de son patrimoine pour constater, quelques années plus tard, que l'on est incapable de payer ses propres factures." Car ne l'oubliez pas: donné, c'est donné. Sauf naturellement si vous prévoyez une clause expresse pour éviter ce scénario >



3 conseils de Deutsche Bank

1 / Ne décidez pas une donation uniquement pour éviter à vos héritiers de payer des droits de succession élevés. Analysez votre patrimoine et faites le calcul. Souvent, la facture fiscale de l'héritage s'avérera nettement inférieure à ce que vous pensiez.

2 / Prévoyez toujours les clauses nécessaires en cas de circonstances imprévues.

3 / Faites enregistrer la donation auprès d'un notaire belge si vous vous inquiétez des incertitudes liées à la règle de trois ans, selon laquelle des droits de succession sont dus sur toute donation non enregistrée lorsque le donateur décède dans les trois ans.

› catastrophe. "Les parents peuvent imposer que leurs dépenses importantes imprévues – tels des frais médicaux – soient financées par leurs enfants à partir du capital donné", confirme Alain Van Geel.

Ce n'est pas la seule erreur fréquemment commise en cas de donation. Souvent, les parents choisissent de faire don de leur patrimoine mais avec réserve de l'usufruit. Ils peuvent ainsi

Il n'y a aucun sens à faire don d'une partie de son patrimoine pour constater, quelques années plus tard, qu'on est incapable d'honorer ses propres factures

Alain Van Geel,
avocat chez Tiberghien

compter sur les revenus du patrimoine donné. "Sans autre disposition, l'usufruit d'un portefeuille de titres ne couvre que les dividendes et les intérêts", remarque l'avocat. "Or, dans les circonstances économiques actuelles, ceux-ci peuvent s'avérer bien maigres. C'est pourquoi il peut être judicieux de prévoir une clause distincte qui étende la définition de l'usufruit aux plus-values réalisées."

Conditions

Certains parents font preuve pour d'autres raisons d'une certaine réticence vis-à-vis des donations. Que se passe-t-il si le fils chéri vend ses actions afin d'acquiescer la voiture de ses rêves dès le lendemain de la donation? En

cas de divorce, comment éviter que le beau-fils emporte avec lui une partie des biens donnés? Vous pouvez éviter de tels scénarios en ne laissant pas “carte blanche” au donataire et en associant des conditions spécifiques à la donation. Ainsi est-il parfaitement possible de faire don d’une somme d’argent à condition qu’elle ne soit affectée qu’à l’achat d’une maison ou au financement de sa propre entreprise. Des parents peuvent également imposer que le bien donné demeure dans le patrimoine propre de leur enfant. Dans ce cas, celui-ci pourra toujours utiliser l’argent, mais en cas de divorce, il existera une preuve qu’il n’appartient pas au patrimoine conjugal commun.

Reste la clause de retour conventionnel en cas de prédécès. Cette clause stipule qu’en cas de décès prématuré de l’enfant, les biens qui ont fait l’objet de la donation reviennent au donateur. “Une telle clause peut éviter de nombreux problèmes”, conclut Alain Van Geel. “Ne prenez pas une donation à la légère: dès qu’une donation a été réalisée, vous ne pourrez plus y associer de nouvelles conditions.” x

Cet article fait partie d’une série parue tous les samedis de cet été dans L’Echo et De Tijd.

Vous avez raté un article pendant vos vacances ? Ou peut-être désirez-vous parcourir gratuitement la série ? Pas de problème ! Rendez-vous sur deutschebank.be/summeredition



© Studio Dann

“Il existe des alternatives à la donation avec réserve d’usufruit”

PHILIPPE BAERVOETS,
HEAD OF WEALTH STRUCTURING CHEZ DEUTSCHE BANK BELGIQUE

Depuis l’an dernier, la perception des droits de succession relève des compétences des Régions. Résultat: de nouvelles règles apparaissent peu à peu. L’une des réformes les plus controversées est la décision du fisc flamand de fermer la “route du notaire hollandais”. De nombreux Belges avaient en effet pris l’habitude de régler leurs donations devant un notaire néerlandais. Contrairement à son collègue belge, celui-ci n’est pas contraint d’enregistrer en Belgique une donation d’argent liquide, d’un portefeuille de placement, d’œuvres d’art, d’actions de l’entreprise familiale ou d’autres biens mobiliers. Dans ce cas, il ne faut donc pas payer de droits de donation... “Depuis le 1^{er} juin, les donations de titres ou de placements monétaires avec réserve d’usufruit pour lesquelles aucun droit de donation n’a été payé sont ajoutées à la succession au décès du donateur en Flandre”, souligne Philippe Baervoets, Head of Wealth Structuring chez Deutsche Bank. “Elles sont dès lors soumises à des droits de succession même si le décès du donateur intervient plus de trois ans après. Sauf, naturellement, si la donation faite devant un notaire néerlandais a été déclarée spontanément et a fait l’objet de droits de donation.”

En Wallonie et à Bruxelles, rien n’a changé – pour l’instant – pour ceux qui règlent leur donation via un notaire

néerlandais. Il reste donc possible, en passant devant un notaire néerlandais, d’éviter les droits de donation et les droits de succession si le donateur décède après plus de trois ans. Pour autant, la décision du fisc flamand a également un impact dans les autres régions: “Ceux qui habitent en Wallonie ou à Bruxelles peuvent organiser leur planification successorale selon les règles de ces régions, mais ils doivent tenir compte du fait que la planification patrimoniale mise sur pied peut subitement avoir d’autres conséquences s’ils venaient à déménager en Flandre”, remarque Philippe Baervoets.

“En fonction des objectifs du client, des alternatives à la donation traditionnelle avec réserve d’usufruit sont possibles”, pointe encore le spécialiste de Deutsche Bank, qui évoque notamment la possibilité d’étendre la définition de l’usufruit aux plus-values réalisées (et non pas uniquement aux intérêts et dividendes) dans l’acte de donation, ainsi que d’y intégrer des charges financières. Le donateur pourra par exemple se faire verser périodiquement un certain pourcentage de la donation afin de financer ses dépenses quotidiennes. Pour ceux qui préfèrent ne pas travailler avec un acte de donation notarié, le pacte adjoint associé à un don bancaire permet également de grever la donation d’une charge de cession des fruits au donateur.



RIEN N'EST TROP RAPIDE POUR I-MOVIX

La société belge I-Movix est leader mondial des images 'extreme slow motion'. Ces ralentis d'une netteté exceptionnelle font un tabac lors des grands événements sportifs internationaux : Euro de football, Jeux Olympiques, MotoGP, etc.

À moins d'avoir passé les 10 dernières années sur une autre planète, vous avez forcément vu au moins une fois des images produites par la technologie fournie par I-Movix : des ralentis d'une précision chirurgicale. Utilisés principalement lors de grandes compétitions sportives, les systèmes développés par I-Movix permettent de filmer en haute définition à une cadence allant de 75 à 5.000 images par seconde ! Le résultat est décoiffant et permet de proposer au téléspectateur des ralentis d'une fluidité et d'une netteté exceptionnelles. L'époque des ralentis saccadés, affichant un 'R' pixellisé qui clignote

dans un coin de l'écran, est bien loin. Désormais, plus aucun détail n'échappe à la réalisation.

De la cavalerie aux JO de Pékin

L'histoire d'I-Movix ne ressemble à aucune autre. Son CEO et fondateur, Laurent Renard, nous reçoit au siège de la société. Loin des caméras, l'entreprise a pris ses quartiers dans un parc résidentiel situé à l'entrée de Mons. On est ici à mille lieues des QG extravagants des start-ups high-tech. Laurent Renard s'installe dans son bureau, qu'il partage avec son épouse, en charge de la gestion financière de l'entreprise.



LAURENT RENARD
CEO ET FONDATEUR
D'I-MOVIX

Pour ajouter à l'ambiance décontractée du tableau, Félix, le chien du couple, s'invite pendant l'entretien.

"J'ai commencé ma carrière comme gendarme, alors que je n'avais pas terminé mes études secondaires. J'ai notamment servi dans la cavalerie, à Bruxelles. Mais j'ai toujours été passionné d'informatique. Lorsque j'ai abandonné le métier de gendarme, je me suis lancé comme programmeur indépendant. Ensuite, tout s'est accéléré..."

La suite, c'est un coup de téléphone d'un ami qui travaille sur un tournage. Il cherche une solution pour stocker des images filmées avec une

caméra capable de réaliser des plans à 1.000 images par seconde. A l'époque, il fallait environ une demi-heure pour télécharger une seule seconde d'images haute définition tournées à une telle cadence. "En trois jours, j'ai développé une solution pour répondre aux besoins du tournage. Le soir-même, je recevais un appel des Etats-Unis pour me demander comment j'avais fait. Sans me rendre compte de l'ampleur du système que j'avais développé, je venais de créer un outil qui multipliait par 60 la capacité de stockage de ces caméras ! J'ai donc décidé d'en faire mon métier."

Après une phase de prospection, Laurent Renard fonde I-Movix en 2005. Dans un premier temps, la société se concentre sur la location de caméras qui diminuent de 5 à 6 fois le temps nécessaire pour télécharger les images. Une première levée de fonds permet de récolter... 78.000 euros. "Le besoin existait, mais pas encore la demande, explique Laurent Renard. Les investisseurs n'avaient pas pris conscience du potentiel de cette technologie, car nous nous adressions à un marché de niche."

Dans la foulée, un ingénieur japonais rejoint l'équipe qui, en 6 mois, met sur le marché une caméra capable de diffuser en direct et à 25 images par seconde un flux filmé à une cadence de 1.000 images par seconde. Autrement dit : la même caméra permet une diffusion en direct et, en temps réel, des ralentis d'une netteté révolutionnaire. Persuadée de tenir là une technologie qui va faire fureur, l'entreprise se fixe un objectif aux ambitions démesurées : les JO de Pékin en 2008. Et c'est le jackpot : I-Movix est retenue et décroche

un contrat de plus d'un demi-million d'euros. La success story peut alors commencer...

La force d'une PME

Aujourd'hui, I-Movix est la seule société qui met sur le marché une caméra capable de filmer et de retransmettre en direct l'entièreté d'un match de football capté avec une cadence de 600 images par seconde. Pourtant, l'entreprise conserve une structure de PME, avec une équipe de 20 personnes, toutes

A l'époque, il fallait environ une demi-heure pour télécharger une seule seconde d'images haute définition tournées pour des super ralentis

basées à Mons et des partenariats avec 18 distributeurs à travers le monde. Résultat : les ralentis des courses de MotoGP, de la ligue professionnelle de football américain ou du dernier championnat d'Europe de football en juin dernier portent tous la marque de I-Movix. Les images ne sont pas forcément toutes destinées à une diffusion grand public : les ralentis sont également utilisés par les arbitres dans les compétitions de rugby et de base-ball afin de trancher les phases litigieuses ; les écuries de MotoGP les décortiquent afin d'étudier l'aérodynamisme de leurs équipements.

La concurrence est pourtant féroce. "Avec 20 personnes, nous réalisons un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 millions >



› d'euros. En face, Sony vient d'investir 3 milliards dans un nouveau capteur d'images pour équiper ses caméras à ultra haute définition. Mais nous avons la flexibilité d'une PME. Nous réagissons immédiatement à la moindre demande d'un client. Lorsque la NBA, la ligue professionnelle américaine de basket, souhaite un nouveau développement dans nos produits, ils appellent directement nos ingénieurs concepteurs sur leurs téléphones portables et on se met au travail immédiatement. Aucune multinationale n'a cette capacité de réaction."

Un leader mondial... sous-capitalisé

Malgré le succès retentissant de ses produits, I-Movix peine à attirer les investisseurs et reste sous-capitalisée. En cause : un marché de niche, dont les débouchés pourtant nombreux ne lui confèrent que peu de visibilité auprès du grand public.

Pour remédier à cette situation, la société prend les devants et recourt désormais à des modes de financement participatifs. Rapide et sans intermédiaire, ce modèle colle mieux à la philosophie de l'entreprise. L'objectif est de lever suffisamment de fonds pour financer les développements qui devraient assurer l'avenir d'I-Movix : la mise sur le marché d'une nouvelle génération de caméras professionnelles, qui embarqueraient directement toute la technologie nécessaire pour la gestion des ralentis hyper précis.

"Cette nouvelle étape dans l'histoire d'I-Movix nous permettra d'écouler des volumes considérables en ouvrant d'autres débouchés, annonce Laurent Renard. Je pense par exemple aux télé-

locales chinoises qui ont souvent des moyens supérieurs à ceux de la RTBF, aux télé-novelas en Amérique latine ou encore au sport universitaire."

Reste à voir si I-Movix saura convaincre les investisseurs de s'embarquer dans cette nouvelle aventure. Il s'agit d'un tout nouveau marché, à créer de toutes pièces. A l'instar de ces nouvelles caméras dont I-Movix maîtrisera l'ensemble de la chaîne de production. Une première pour l'entreprise.

Une caméra poussée dans ses derniers retranchements

Jusqu'à présent, I-Movix fonctionne comme un intégrateur de caméra. Sur la base d'un produit qui existe déjà sur le marché (une caméra de crash-test), le système I-Movix se connecte directement au capteur pour un extraire un maximum d'images par seconde, en assurer le flux de diffusion et le stockage.

Pour sa nouvelle génération de produits, I-Movix développera sa propre caméra, entièrement conçue en interne. x



Entre nous...

Etes-vous plutôt un épargnant prudent ou un investisseur actif ?

Laurent Renard : "Je dois bien avouer que je suis un entrepreneur qui fonce. Je n'ai ni la sensibilité, ni les compétences nécessaires pour assurer la moindre gestion financière. Pour cela, je peux compter sur mon épouse qui avait déjà plus de 10 ans d'expérience en comptabilité lorsque nous avons créé l'entreprise."

Nathalie Vinchent : "Nous aurions tendance à être plutôt des épargnants. Mais tout ce que nous gagnons est directement réinvesti

dans l'entreprise. A ce stade, la société ne nous a pas encore véritablement permis de dégager de richesse personnelle."

Pour la gestion de vos finances, utilisez-vous également le canal online ?

Nathalie Vinchent : "Absolument. Je dirais même que la gestion se fait pratiquement exclusivement online. Je consulte les outils tous les jours. C'est plus facile, plus pratique. A tout moment, j'ai une vue complète sur l'état de nos finances."

Etes-vous du genre à recourir aux conseils d'un expert ?

Nathalie Vinchent : "Nous faisons régulièrement appel à des spécialistes. Il est important de pouvoir compter sur une personne de confiance."

Laurent Renard : "Nous nous sommes toujours fait entourer. C'est lié à notre caractère, mais également à notre parcours. Nous ne sommes pas des experts bardés de diplômes. Bien s'entourer, c'est aussi éviter le piège de ceux qui sont persuadés de tout savoir et qui foncent droit dans le mur."

La sélection de compartiments de SICAV et de fonds communs de placement de Deutsche Bank, en tant que distributeur :

Actions

- **DEGROOF EQUITIES US FLEXIBLE**
(Degroof Petercam Asset Managers S.A.)
- **DEUTSCHE INVEST I – Top Dividend**
(Deutsche Asset Management S.A.)

Fonds mixtes

- **PRIVATE INVEST BEST MANAGERS**
(Luxcellence Management Company S.A.)
- **FLOSSBACH VON STORCH – MULTIPLE OPPORTUNITIES II RT**
(Flossbach von Storch Invest S.A.)

DEUTSCHE INVEST I – TOP DIVIDEND (DEUTSCHE ASSET MANAGEMENT S.A.)

L'objectif de la politique de placement est d'obtenir une plus-value durable du capital à moyen et long terme. Pour ce faire, le fonds investit principalement dans des actions d'émetteurs nationaux et étrangers permettant d'espérer un rendement du dividende supérieur à la moyenne. Le niveau des rendements en dividendes constitue un critère important dans la sélection des actions. Toutefois, les rendements en dividendes ne peuvent nullement être supérieurs à la moyenne du marché. À cet égard, le gestionnaire de fonds sélectionne individuellement les titres dans lesquels il investit. Le compartiment est libellé en EUR, de même que la classe d'actions. Vous pouvez acheter vos titres à chaque séance boursière. L'achat ne peut être suspendu que dans des cas exceptionnels, compte tenu des intérêts des investisseurs. La valeur nette d'inventaire du fonds est susceptible de connaître une forte volatilité du fait de la composition de son portefeuille.

Parts	Capitalisation
ISIN	LU0507265923
Devise	EUR
Service financier	Deutsche Bank AG

Nature juridique	Compartiment de la SICAV de droit luxembourgeois Deutsche Invest I
Lieu de publication de la VNI	www.beama.be
Frais d'entrée	Max. 5% – 0% chez Deutsche Bank
Frais de sortie	0%
Frais courants	1,59%
Souscription minimale	1 part chez Deutsche Bank
Pays d'origine	Luxembourg
Risques associés au fonds*	risque de marché, risque d'actions, risque de dividendes
Durée	pas de limite
SRRI	5

Profil de risque et de rendement

← Rendement potentiellement plus faible Rendement potentiellement plus élevé →
← Risque plus faible Risque plus élevé →

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

PRIVATE INVEST – BEST MANAGERS (LUXCELLENCE MANAGEMENT COMPANY S.A.)

Le Fonds investit principalement dans d'autres Organismes de Placement Collectifs (OPC). Le Fonds vise la croissance du capital à moyen terme en investissant au minimum 70% de ses avoirs nets dans d'autres OPC présentant un profil de risque variable et une politique de gestion flexible, qui seront gérés par des gestionnaires réputés. Les OPC sont choisis sur la base d'une analyse de modèles quantitatifs externes (Morningstar) et d'une étude quantitative personnelle du gestionnaire du Fonds. Le solde de ses actifs peut également être investi dans des parts d'autres OPC présentant un profil de risque stable et qui investissent leurs actifs dans des actions, des obligations et des instruments du marché monétaire. Le Fonds peut conserver des liquidités complémentaires et temporaires. Le Fonds peut investir dans tous les secteurs économiques et géographiques. Le Fonds peut couvrir son risque de change. Le Fonds peut investir jusqu'à maximum 8% de ses actifs dans des OPC promus par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles ou par une entité appartenant au groupe Deutsche Bank. Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour ouvrable en Belgique. La clôture des demandes de remboursement a lieu chaque jour ouvrable à Bruxelles. S'il ne s'agit pas d'un jour ouvrable, la date de clôture des ordres est avancée au premier jour ouvrable bancaire précédent. Recommandation : ce Fonds n'est peut-être pas approprié pour les investisseurs qui envisagent de retirer leur argent endéans les 5 ans.

Parts	Capitalisation
ISIN	BE0949074265
Devise	EUR
Service financier	Deutsche Bank AG
Nature juridique	Compartiment de la SICAV belge PRIVATE INVEST
Lieu de publication de la VNI	www.beama.be
Frais d'entrée	Max. 2% – 0% chez Deutsche Bank
Frais de sortie	0%
Frais courants	2,05%
Souscription minimale	1 part chez Deutsche Bank
Pays d'origine	Belgique
Risques associés au fonds*	risque de change, risque de concentration
Durée	pas de limite
SRRI	4

Profil de risque et de rendement

← Rendement potentiellement plus faible Rendement potentiellement plus élevé →
← Risque plus faible Risque plus élevé →

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

FLOSSBACH VON STORCH – MULTIPLE OPPORTUNITIES II RT (FLOSSBACH VON STORCH INVEST S.A.)

L'objectif de la politique d'investissement de Flossbach von Storch – Multiple Opportunities II (le « compartiment ») consiste à réaliser une plus-value intéressante dans la devise du compartiment en tenant compte du risque d'investissement. La stratégie d'investissement est déterminée sur la base d'une analyse fondamentale des marchés financiers mondiaux. Le compartiment investit ses actifs dans des titres de toutes sortes, parmi lesquels figurent des actions, des obligations, des instruments du marché monétaire, des certificats et d'autres produits structurés (comme des prêts d'actions, des prêts sur warrants et des emprunts convertibles), des fonds cibles, des produits dérivés, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des dépôts à terme. 20% (au maximum) des actifs nets du compartiment peuvent être investis indirectement dans les métaux précieux. L'investissement dans d'autres fonds ne doit pas dépasser 10% de l'actif du compartiment. Le compartiment peut avoir recours à des instruments financiers dont la valeur dépend des cours futurs d'autres éléments d'actifs (« produits dérivés ») afin de couvrir ou d'accroître son actif.

Parts	Capitalisation
ISIN	LU1038809395
Devise	EUR
Service financier	CACEIS Belgium S.A.
Nature juridique	Un compartiment du fonds commun de placement (FCP) de droit luxembourgeois

Lieu de publication de la VNI	www.beama.be
Frais d'entrée	Max. 5% – 1% chez Deutsche Bank
Frais de sortie	0%
Frais courants	1,78%
Souscription minimale	1 part chez Deutsche Bank
Pays d'origine	Luxembourg
Risques associés au fonds*	Risque de crédit, risque de liquidité, risque de contrepartie, risques liés au recours à des produits dérivés, risques opérationnels et risques de conservation
Durée	pas de limite
Rémunération annuelle liée à la performance	Maximum 10% de l'évolution de la valeur de l'action, à condition que les précédentes dévaluations soient liquidées. Le paiement est trimestriel. Lors du dernier exercice, la rémunération liée à l'évolution de la valeur s'élevait à 0,94%.
SRRI	5

Profil de risque et de rendement

← Rendement potentiellement plus faible Rendement potentiellement plus élevé →
← Risque plus faible Risque plus élevé →

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

DEGROOF EQUITIES US FLEXIBLE (DEGROOF PETERCAM ASSET MANAGERS S.A.)

Le compartiment vise à offrir aux actionnaires le résultat global le plus élevé possible. Le compartiment investit dans des actions américaines cotées en bourse. Les risques sont largement répartis, notamment grâce à une vaste diversification dans les secteurs. L'allocation du portefeuille variera en fonction des perspectives macroéconomiques et de l'évolution des marchés financiers. Ainsi, le compartiment peut choisir ou éviter certains secteurs ou styles d'investissement sur la base des perspectives conjoncturelles, entre autres.

Parts	Capitalisation
ISIN	BE0947853660
Devise	EUR
Service financier	Banque Degroof Petercam
Nature juridique	Compartiment de la SICAV de droit belge Degroof S.A.
Lieu de publication de la VNI	www.beama.be

Frais d'entrée	Max. 1,5% – 1% chez Deutsche Bank
Frais de sortie	0%
Frais courants	0,99%
Souscription minimale	1 part chez Deutsche Bank
Pays d'origine	Belgique
Risques associés au fonds*	risque de marché, risque de change ou de devise, risque de rendement, risque de capital
Durée	pas de limite
SRRI	6

Profil de risque et de rendement

← Rendement potentiellement plus faible Rendement potentiellement plus élevé →
← Risque plus faible Risque plus élevé →

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

*RISQUES ASSOCIÉS AUX FONDS

RISQUE DE CRÉDIT

Le fonds peut investir une partie de son actif dans des obligations. Dans certaines circonstances, les émetteurs de ces obligations peuvent devenir insolubles, pouvant alors supprimer tout ou partie de la valeur des obligations.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Il existe un risque de liquidité lorsque des investissements spécifiques sont difficiles à acheter ou à vendre. Ceci peut porter préjudice aux rendements du compartiment s'il s'avère impossible de conclure les transactions à des conditions favorables.

RISQUE DE CONTREPARTIE

Le fonds peut conclure différentes transactions avec des partenaires contractuels. Si un partenaire contractuel devient insolvable, il ne peut plus payer les créances ouvertes du fonds, ou seulement en partie.

RISQUE ASSOCIÉ AU RECOURS À DES PRODUITS DÉRIVÉS

Le risque de perte afférent à un instrument lors d'une faible variation de la valeur de l'investissement sous-jacent peut avoir un impact plus marqué sur la valeur de cet instrument. Les produits dérivés peuvent comporter des risques supplémentaires de liquidité, de crédit et de contrepartie.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit du risque afférent aux investissements effectués par le compartiment conformément à sa politique d'investissement. Ces positions détenues en portefeuille sont sujettes au risque de perte ou de dévaluation. Ces pertes ou dévaluations sont la conséquence des variations de prix (cours, taux) de ces investissements.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de perte suite aux variations de change ou à la réglementation relative à la maîtrise des variations de change.

RISQUE DE PERFORMANCES

Il s'agit du risque afférent à la volatilité des performances du compartiment. Ces performances sont directement liées aux investissements réalisés par le compartiment, conformément à sa politique d'investissement à l'égard du marché sous cette politique.

RISQUES OPÉRATIONNELS ET RISQUES DE CONSERVATION

Le fonds peut être victime de fraude ou d'autres actes criminels. Il peut essuyer des pertes en raison de mauvaise compréhension ou d'erreurs des collaborateurs de la société d'investissement ou de tiers, ou subir un préjudice à la suite d'événements externes tels que des catastrophes naturelles. Avec la conservation d'actifs, surtout à l'étranger, un risque de perte peut être la conséquence de l'insolvabilité, de la négligence ou d'un abus du conservateur ou d'un sous-conservateur.

RISQUE DE CAPITAL

Le compartiment ne bénéficie pas de « garantie de capital » ou de « protection de capital ». Ainsi, l'investisseur peut perdre tout ou une partie de son capital.

RISQUE DE GESTION

Dans des circonstances de marché anormales, les techniques de gestion usuelles peuvent s'avérer inefficaces ou défavorables.

RISQUE DE CONCENTRATION

Dans la mesure où le compartiment concentre ses investissements dans un pays, un marché, un secteur ou une classe d'actions, ceci peut entraîner une perte en capital suite à certains événements négatifs qui ont un impact sur ce pays, marché, secteur ou classe d'actions en question.

RISQUES ÉCONOMIQUES, FINANCIERS ET POLITIQUES

Les instruments financiers sont influencés par divers facteurs, parmi lesquels, sans toutefois s'y limiter, l'évolution des marchés financiers, les développements économiques des émetteurs qui sont à leur tour influencés par la situation économique mondiale, mais également par les circonstances économiques et politiques de chaque pays.

RISQUE ASSOCIÉ AU STYLE DE GESTION DISCRÉTIONNAIRE

La gestion discrétionnaire signifie : anticiper l'évolution des marchés financiers. Le rendement de l'OPC dépendra des entreprises choisies par la société de gestion. Il existe le risque que la société de gestion ne conserve pas les entreprises qui réalisent les meilleures performances.

RISQUE D'INFLATION

Au fil du temps, l'inflation affecte le pouvoir d'achat associé à la conservation des investissements.

RISQUE D' ACTIONS

Les actions sont en général plus volatiles que les obligations. En outre, sur les marchés de petites et moyennes capitalisations, le volume des titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marchés sont donc plus marqués à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations.

RISQUES OPÉRATIONNELS

Sur chaque marché, et surtout sur les marchés émergents, le compartiment peut perdre tout ou une partie de ses liquidités en cas de négligence dans le cadre de la conservation des actifs, de fraude, de corruption, d'actions politiques ou de tout autre événement non désiré.

RISQUE DE DIVIDENDES

Le fonds cherche à obtenir des revenus issus des dividendes, autrement dit des distributions attendues par action. Lorsqu'une entreprise verse un dividende moins élevé que prévu ou qu'elle ne distribue pas de dividende, cela peut avoir un impact négatif sur la valeur des actions ou des produits dérivés.

RISQUE DE RENDEMENT

Pour ce compartiment, le risque de rendement est directement lié au risque de marché et à une gestion active. Par conséquent, le rendement peut être inférieur à celui du marché, qui peut lui-même être négatif tel que mentionné ci-dessus dans la rubrique 'risque de marché'.

RÉGIME FISCAL EN BELGIQUE APPLICABLE AUX INVESTISSEURS MOYENS, PERSONNES PHYSIQUES, RÉSIDENTS BELGES SOUMIS À L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES AU MOMENT DE LA PRÉSENTE PUBLICATION

Les informations ci-dessous peuvent être d'application pour l'ensemble des SICAV ou fonds communs de placement repris sur les trois pages précédentes.

Taxe de Bourse à l'entrée	0% (pour les fonds non cotés)
Taxe de Bourse à la sortie	
Fonds communs de placement (pour les fonds non cotés)	0%
SICAV	
· Capitalisation	1,32% (Max. 2.000 EUR)
· Distribution	0% (pour les SICAV non cotées)

Précompte mobilier	
· Sur les revenus distribués	27%
· En cas de vente ou de rachat des parts	27%.
Si le fonds investit plus de 25 % de ses avoirs dans des titres de créance, l'investisseur supporte un précompte mobilier de 27 % sur la composante intérêts de la plus-value de ces investissements en titres de créance.	

LEXIQUE

Fonds : le terme 'fonds' désigne communément un Organisme de Placement Collectif (OPC), qui peut exister sous le statut d'OPCVM (UCITS) ou d'OPCA (non-UCITS) et prendre diverses formes juridiques (SICAV, FCP...). Un OPC peut comporter des compartiments. Les fonds sont sujets à risques. Leur valeur peut évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement

Volatilité : le terme 'volatilité' fait référence au degré d'incertitude ou au risque associé à l'ampleur des variations de valeur d'un titre. De manière générale, plus la volatilité d'un titre est élevée, plus le risque y afférent est élevé.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Avant de souscrire, vous avez l'obligation de prendre connaissance du prospectus et du document 'Informations clés pour l'investisseur'. Nous vous invitons également à lire les derniers rapports périodiques de la SICAV/du compartiment. Ces documents peuvent être consultés, en français et en néerlandais, sur le site www.deutschebank.be ou obtenus gratuitement dans les Financial Centers de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, en tant que distributeur, et auprès du service financier. Les produits d'investissement sont sujets à risques. Ils peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant de leur investissement. Le présent document ne constitue pas un avis fiscal ni légal. Les investisseurs intéressés devraient consulter

leur conseiller fiscal quant à leur situation fiscale personnelle en relation avec un éventuel investissement. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles reçoit de la part du gestionnaire de l'OPC un pourcentage de l'indemnité de gestion de ce dernier et ce, sous la forme de rétrocessions. De façon générale, ce pourcentage varie entre 50 % et 60 %. Le traitement fiscal suit la législation en vigueur à la date de la brochure ; d'autres informations sont également à jour à la même date. Pour d'éventuelles réclamations, le client peut s'adresser au service 'Client Solutions' – tél. : +32 2 551 99 35 ; fax : +32 2 551 62 99 ; e-mail : service.clients@db.com ou OMBUDSFIN – tél. : +32 2 545 77 70 ; fax : +32 2 545 77 79 ; e-mail : ombudsman@ombudsfin.be ; website : www.ombudsfin.be.

INTÉRESSÉ PAR LES FONDS DE CE MAGAZINE ?

Appelez nos spécialistes de Télé-Invest au 078 156 157 ou prenez rendez-vous dans votre Financial Center. Vous pouvez également souscrire via Online Banking.

Pensez à remplir le questionnaire 'Mon Financial ID' dans votre Online Banking avant de commencer à investir. Vous pourrez ainsi bénéficier de nos conseils personnalisés.



Avec DB Investment Loan, investissez dans l'immobilier grâce à votre compte-titres.

DB Investment Loan est un prêt à tempérament sans frais de notaire, plus rapide à obtenir qu'un crédit hypothécaire et qui présente des taux avantageux. Notre formule vous permet d'emprunter en donnant en garantie vos placements financiers, tout en continuant à profiter de leur rendement potentiel.

Deutsche Bank est partenaire de Second Home Expo, la bourse dédiée à l'achat de votre seconde résidence. Rendez-nous visite du 1^{er} au 3 octobre à Brussels Expo.

Plus d'infos: [deutschebank.be/credit-invest](https://www.deutschebank.be/credit-invest)

Investissez dans votre vie

Attention, emprunter de l'argent coûte aussi de l'argent.

DB Investment Loan est un crédit à la consommation sous la forme d'un prêt à tempérament.
Prêteur : Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, 60325 Frankfurt am Main, Duitsland, HR Frankfurt am Main HRB nr. 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, Avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles, RPR Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-L0HOD-14.

Deutsche Bank





Découvrez l'application MyBank Belgium

Téléchargez-la dès aujourd'hui



Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, 60325 Frankfurt am Main, Allemagne,
HR Frankfurt am Main HRB 30000. Deutsche Bank AG Succursale de
Bruxelles, Avenue Marnix 13-15, 1000 Bruxelles, Belgique, RPR Bruxelles,
TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-L0HOD-14.
É.R.: Steve De Meester.

Deutsche Bank

